



Assemblée générale

Distr. générale
22 avril 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Points 141 et 142 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2021

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2021

Titre XII
Sûreté et sécurité

Chapitre 34
Sûreté et sécurité

Programme 28
Sûreté et sécurité

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
A. Projet de plan-programme pour 2021 et exécution du programme en 2019**	4
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2021***	25
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2021	44
II. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle	45
III. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires	46

* [A/75/50](#).

** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution des programmes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

*** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.



Avant-propos

Au cours de la dernière décennie, l'environnement dans lequel l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires s'acquittent de leurs mandats est devenu plus complexe et les menaces se sont aggravées. La résurgence des conflits dans le monde, le développement des groupes armés non étatiques et le renforcement de leurs capacités, le nombre croissant de pays touchés par de grandes difficultés économiques, et les changements climatiques et géopolitiques sont autant de facteurs qui pèsent sur la capacité de l'Organisation à maintenir sa présence sur le terrain et à remplir sa mission, tout en rendant sa présence d'autant plus nécessaire.

Le Département de la sûreté et de la sécurité est avant tout un prestataire de services : notre champ d'action est défini par les besoins opérationnels de ceux pour qui nous travaillons. Des consultations approfondies avec les partenaires sur le terrain et au Siège ont mis en évidence deux réalités : a) le travail du Département est essentiel et apprécié, son personnel fournissant un appui de qualité pour assurer la sûreté et la sécurité sur tous les sites, et souvent dans des environnements opérationnels très difficiles ; b) dans un contexte qui est devenu plus difficile, le Département peut et doit évoluer et s'améliorer, en s'appuyant sur ses points forts et sur les changements qu'il a déjà mis en œuvre ces dernières années, et en s'engageant à innover et à tirer parti de la technologie pour accroître son efficacité et son impact. Le Département doit mener une action plus cohérente et plus homogène, sur tous les sites et avec l'ensemble de son personnel, et doit faire preuve de davantage de transparence et d'une plus grande réactivité vis-à-vis des parties prenantes.

Le projet de budget pour 2021 permet de tenir compte de ces réalités dans le programme de travail du Département de la sûreté et de la sécurité. Il s'articule autour des objectifs du Département et des actions à mener en 2021 pour atteindre ces objectifs. Il vise à combler les lacunes existantes et à atténuer les risques auxquels nous devons prêter attention et qui exigent de notre part des efforts ciblés, individuellement et collectivement, en plus de la gamme de services que le Département continue de fournir quotidiennement, dans les villes sièges et sur le terrain. Le projet de budget pour 2021 est conforme aux mandats du Département et aux exigences fixées par les États Membres et les partenaires qui composent le système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Sa mise en œuvre doit incarner ce que le Département de la sûreté et de la sécurité s'efforce toujours d'être : un instrument de confiance pour une exécution efficace des programmes et des opérations des Nations Unies.

Le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité
(*Signé*) Gilles **Michaud**

A. Projet de plan-programme pour 2021 et exécution du programme en 2019

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 34.1 Le Département de la sûreté et de la sécurité est chargé de superviser le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, de lui apporter un appui opérationnel et d'orienter son action. Son mandat découle des résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale, à commencer par la résolution [59/276](#), par laquelle le Département a été créé. Le Département permet à l'Organisation des Nations Unies d'étendre ses opérations et ses programmes dans le monde entier et fournit un appui à quelque 180 000 membres du personnel et aux quelque 400 000 personnes à leur charge dans plus de 125 pays.

Stratégie et facteurs externes pour 2021

- 34.2 La stratégie du Département pour 2021 tient compte des évolutions dans le domaine de la sécurité à l'échelle mondiale, qui sont des défis complexes et interdépendants pour la communauté internationale, y compris l'ONU. Les crises politiques prolongées, les conflits armés transnationaux, les troubles civils, l'extrémisme violent, les violations des droits de la personne et le non-respect du droit international, les situations d'urgence sanitaire publique de grande ampleur et la multiplication des catastrophes naturelles provoquent l'instabilité et attisent la violence dans le monde. Les conditions climatiques extrêmes ont également contraint le Département à s'adapter pour répondre efficacement aux besoins croissants de l'Organisation face aux évolutions constantes de la situation mondiale en matière de sécurité. Ainsi, en 2019, à la suite de l'intégration du personnel de sécurité, le Département a procédé à une réorganisation interne, dans le cadre des ressources disponibles, afin de revoir et de renforcer sa structure, et de s'assurer que celle-ci était adaptée à ses objectifs. Cette refonte a permis de rationaliser l'organisation des services, en mettant davantage l'accent non seulement sur la politique, la stratégie et les communications, mais aussi sur les services de sécurité spécialisés pour appuyer les opérations sur le terrain. Le Département est en train de revoir sa structure interne pour gagner en efficacité, étant donné que des catastrophes naturelles et des épidémies touchent également des pays de différentes régions, avec des conséquences humanitaires désastreuses.
- 34.3 Les problèmes liés aux conditions de sécurité dans le monde exigent des réponses multiples en matière de consolidation et de maintien de la paix, d'aide humanitaire, de droits de l'homme et de développement. Alors que le système des Nations Unies étend ses opérations à l'échelle mondiale pour répondre à ces problèmes, les demandes d'aide à la gestion du dispositif de sécurité augmentent. Le personnel des Nations Unies fait donc face à d'importantes menaces, directes et indirectes, dans le cadre de ses missions essentielles, notamment le harcèlement, l'intimidation, la criminalité, les agressions sexuelles, les menaces liées à la sécurité et les attaques violentes. En 2018 et 2019, le système de gestion de la sécurité des Nations Unies a permis de mettre en place un grand nombre d'activités, notamment des programmes de développement dans 170 pays et territoires, des programmes relatifs aux droits de la personne dans 77 pays, des opérations de paix dans plus de 35 pays et territoires et des opérations humanitaires dans plus de 30 pays et territoires. Les demandes d'appui à la gestion de la sécurité pour permettre aux opérations des Nations Unies de fonctionner continuent d'augmenter. Par exemple, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire n'a cessé d'augmenter, passant de près de 132 millions en 2019 à 168 millions en 2020.
- 34.4 En dépit des importants progrès accomplis dans le renforcement du système de gestion de la sécurité, il reste difficile de mener des opérations des Nations Unies dans des environnements de plus en plus complexes en matière de sécurité. Bien que le nombre de décès résultant d'attaques violentes ou d'autres atteintes à la sûreté tende à diminuer, l'évolution rapide des conditions de sécurité entraîne

une demande croissante de services de sécurité et d'appui opérationnel. Le Département a adopté des stratégies pour répondre au mieux à l'évolution de la situation, tout en s'efforçant d'utiliser les ressources dédiées à la sûreté et à la sécurité de la façon la plus efficace et la plus rationnelle possible.

- 34.5 Afin de répondre aux défis mondiaux actuels et futurs, l'Organisation a entrepris des réformes majeures dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement et de la gestion. La réorganisation opérée par le Département dans le cadre de ce programme de réformes permet toujours à celui-ci de faire face aux défis actuels et réaliser son programme.
- 34.6 S'appuyant sur cette réorganisation interne, le Département a entrepris d'autres travaux pour faire en sorte de continuer d'évoluer de façon transparente et responsable. Il s'efforce de permettre l'exécution des programmes des Nations Unies en proposant des orientations et des solutions sûres. Ses axes de travail comprennent l'engagement de la main-d'œuvre, l'amélioration et la transparence des processus opérationnels, ainsi que la normalisation, et visent à aligner le Département sur les réformes organisationnelles, notamment pour clarifier ses pouvoirs décisionnels et ses responsabilités en ce qui concerne l'utilisation des ressources et l'exécution des programmes. Les efforts constants visant à assurer la pleine intégration du personnel de sécurité sur le terrain et dans les missions feront partie de ces initiatives.
- 34.7 Pour soutenir les réformes de l'Organisation en matière de développement, le Département s'est attaché à renforcer les capacités des agents habilités de l'ONU pour les questions de sécurité en organisant à leur intention une formation sur mesure à la gestion des crises, qui a été suivie par 113 agents en 2018 et 2019, dans le cadre de six sessions régionales. Cette formation prépare les fonctionnaires à diriger des équipes de pays des Nations Unies dans des situations de crise, notamment en ce qui concerne le renforcement des documents relatifs à la gestion des risques de sécurité et des plans de sécurité. Le Département est également en train de mettre à jour le manuel destiné aux agents habilités, qui contient des conseils pratiques complets sur la gestion de la sécurité et la prise de décisions y relatives.
- 34.8 Grâce à la coordination et à la gestion stratégiques des services de sécurité et de sûreté, le Département a permis à plus de 36 000 membres du personnel et délégués, ainsi qu'à plus de 1 000 chefs d'État et de gouvernement en visite et à plus de 3 millions de visiteurs d'accéder en toute sécurité au Siège des Nations Unies, aux bureaux hors Siège et aux commissions régionales, et a assuré un accès sans danger à des représentants de la société civile, des médias et du secteur privé dans huit lieux d'affectation. Ce travail comprend la gestion de la sécurité des conférences, la fourniture de conseils et la coordination des accords de siège et des mémorandums d'accord avec les pays hôtes sur la coopération en matière de sécurité, le respect des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges et la protection rapprochée.
- 34.9 Le Département a soutenu l'augmentation des crédits demandés pour la fourniture de services de protection en 2018-2019. Il a ainsi pu assurer 583 opérations de protection complexes dans des environnements à haut risque, soit une augmentation de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Le nombre total d'opérations de protection a augmenté de 2 % en 2018-2019, passant à 2 946.
- 34.10 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2021 :
 - a) L'ONU continuera de répondre aux besoins de sécurité dans les environnements de guerre, de conflit, de troubles civils, de criminalité et de risques naturels, et le nombre de zones à forte menace nécessitant une assistance de l'ONU en matière de sécurité continuera d'augmenter ;
 - b) Les conditions de sécurité continueront d'évoluer, mettant au défi la capacité des Nations Unies à accéder en toute sécurité aux zones et aux communautés pour l'exécution des programmes ;
 - c) Le personnel de l'ONU et ses locaux continueront de faire l'objet de menaces directes et indirectes de la part de divers acteurs dans des situations de troubles civils, de terrorisme et de conflit armé ;

- d) Les auteurs de ces menaces continueront à développer des techniques innovantes et avancées qui nécessiteront des réponses nouvelles et spécialisées de la part du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ;
 - e) Les pays hôtes continueront à fournir un appui en matière de sécurité à l'ONU et celui-ci devra parfois être complété, en fonction des conditions de sécurité et des capacités disponibles ;
 - f) Les agents habilités de l'ONU pour les questions de sécurité, les membres de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, les gardiens et les coordonnateurs pour les questions de sécurité devront encore être mieux formés et conseillés, et auront davantage besoin de réponses et de solutions pour faire face à leurs besoins et assumer leurs obligations en matière de sécurité.
- 34.11 Le Département prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, en collaboration avec le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité. Il s'efforce de promouvoir les compétences multidisciplinaires, l'équilibre entre les sexes et la représentation géographique afin de garantir une main-d'œuvre diversifiée capable de répondre à de multiples problèmes de sûreté et de sécurité. Il a sensibilisé aux questions de genre 250 agents de niveau intermédiaire, a mis en place une formation visant spécifiquement à répondre aux menaces liées au genre qui pèsent sur le personnel de l'ONU et, surtout, a publié en 2019 un nouveau manuel sur l'intégration de la dimension de genre dans la gestion des risques de sécurité, à l'intention du personnel de sécurité. Ce manuel est le fruit d'efforts considérables déployés par les partenaires du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et tient compte des récentes réformes menées au sein de l'Organisation en ce qui concerne le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles.
- 34.12 En ce qui concerne la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, le Département travaille avec le système de gestion de la sécurité en vue de publier en 2020 des directives à l'intention du personnel de sécurité sur la prise en considération du handicap dans les procédures de gestion des risques de sécurité, ce qui est essentiel tant pour le personnel sur le terrain et au Siège que pour les événements spéciaux.
- 34.13 En ce qui concerne la coordination et la coopération interinstitutions, le Département contribue de manière centrale, par l'intermédiaire du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, à l'efficacité de la coopération et de la collaboration entre départements, organismes, fonds et programmes des Nations Unies et organisations internationales affiliées en ce qui concerne la planification et l'application des mesures visant à améliorer la sécurité, la formation et la sensibilisation du personnel, et les politique de sécurité à l'échelle du système.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 34.14 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme.

Résolutions et décisions de l'Assemblée générale

54/192	Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies	59/276	dans le système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies sur le terrain
55/175	Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies		Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005 : renforcement et uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (sect. XI)
56/255	Sujets particuliers relatifs au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 : sûreté et sécurité du personnel des Nations Unies (sect. VIII)	61/263	Renforcement et uniformisation du système de gestion de la sécurité
56/286	Renforcement de la sécurité et de la sûreté des locaux des Nations Unies	74/116	Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies
57/567	Mesures de sécurité interinstitutions : organisation générale des responsabilités		

Résolutions du Conseil de sécurité

1502 (2003) Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies

Produits

34.15 On trouvera dans le tableau 34.1 les produits de portée générale retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie.

Tableau 34.1

Produits de portée générale retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapport du Secrétaire général sur la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et la protection du personnel des Nations Unies	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	18	18	18	18
2. Séances de la Cinquième Commission (Commission des questions administratives et budgétaires)	5	5	5	5
3. Séance du Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
4. Séance du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
5. Séances du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et du Comité de haut niveau sur la gestion	3	3	3	3
6. Réunions des groupes de travail du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	6	6	6	6
7. Réunions du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité et du groupe directeur	2	2	2	2
E. Activités d'appui				
Sûreté et sécurité : actualisation des politiques, procédures et directives appliquées dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ; soutien technique et séances d'information sur les politiques, procédures et directives appliquées dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies à l'intention des agents habilités pour les questions de sécurité et d'autres représentants, des décideurs en matière de sécurité, des professionnels du domaine et du personnel de l'ONU, selon les besoins, sur le terrain, ainsi que du Département des opérations de paix et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix ; organisation d'ateliers visant à appuyer l'évaluation des programmes relatifs à la sécurité, à l'intention des conseillers en chef pour la sécurité et des conseillers pour les questions de sécurité.				

Activités d'évaluation

34.16 L'auto-évaluation suivante, achevée en 2019, a guidé l'élaboration de tous les sous-programmes du Département pour 2021 : en 2019, le Département a achevé sa réorganisation initiale avec l'intégration des effectifs de sécurité afin de revoir et de renforcer sa structure. Cette refonte a permis de rationaliser l'organisation des services, en mettant davantage l'accent non seulement sur la politique, la stratégie et les communications, mais aussi sur les services de sécurité spécialisés pour

appuyer les opérations sur le terrain. En consultation avec un large éventail de parties prenantes et de clients, le Département a élaboré son plan stratégique pour 2020-2022, dans lequel il présente ses orientations stratégiques pour cette période dans les domaines qui nécessitent une attention particulière. Les activités d'évaluation se sont également concentrées sur le renforcement des capacités internes grâce à des possibilités de développement en partenariat avec d'autres institutions et à une participation active aux groupes de travail du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation.

- 34.17 Il a été tenu compte des conclusions de l'évaluation susmentionnée lors de l'établissement du plan-programme pour 2021.
- 34.18 Les évaluations suivantes sont prévues pour 2021 : le Département effectuera deux évaluations, dont les sujets sont à déterminer.

Programme de travail

Sous-programme 1 Services de sûreté et de sécurité

Objectif

- 34.19 L'objectif, auquel le sous-programme contribue, est de garantir un environnement sûr et sécurisé dans lequel tout le personnel de l'ONU, les représentants, les personnalités et les autres visiteurs peuvent mener leurs activités lorsqu'ils se trouvent au Siège de l'Organisation, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales, et lorsqu'ils participent à des manifestations spéciales organisées par l'ONU à l'extérieur.

Stratégie

- 34.20 Afin de contribuer à garantir un environnement sûr et sécurisé pour tout le personnel des Nations Unies, les représentants, les personnalités et les autres visiteurs au Siège de l'ONU, dans les bureaux hors Siège et les commissions régionales, le sous-programme visera à assurer la coordination stratégique et la gestion des services de sécurité et de sûreté dans huit lieux d'affectation, ainsi que l'élaboration de politiques, l'orientation opérationnelle et la supervision technique, notamment la gestion des risques de sûreté et de sécurité, l'évaluation des menaces et des risques, la sécurité physique, la protection rapprochée, la gestion des crises, la sécurité incendie, le recrutement, la formation et la supervision des projets de sécurité et de sûreté dans ces lieux. Ces mesures devraient permettre le bon déroulement, sans entrave majeure d'aucune sorte, de toutes les activités menées sur ces sites par plus de 36 000 membres du personnel et représentants, plus de 1 000 chefs d'État et de gouvernement en visite et plus de 3 millions de visiteurs. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine figurent la mise en place de systèmes de sécurité physique, de procédures de contrôle d'accès et de mécanismes d'enregistrement pour permettre à des millions de représentants, de membres du personnel et de visiteurs d'accéder rapidement et en toute sécurité aux sites concernés pour y mener leurs activités sans entrave, malgré les menaces et les risques.
- 34.21 Afin de contribuer à garantir un environnement sûr et sécurisé lors des manifestations spéciales organisées par l'ONU dans des lieux extérieurs, le sous-programme fournira des conseils stratégiques et des compétences techniques pour coordonner la gestion de la sécurité des conférences et s'attaquera aux problèmes de sécurité liés à la grande diversité des caractéristiques de chaque manifestation (taille, échelle, profil, contexte, lieu) en fournissant des conseils et en coordonnant les évaluations des risques de sécurité, les accords avec le pays hôte, les mémorandums d'accord sur la coopération en matière de sécurité, le concept général des opérations, les plans de sécurité conjoints, ainsi que la liaison avec les services de sécurité et de sûreté et leur déploiement sur les lieux des conférences. Ces travaux devraient permettre le bon déroulement, en toute sécurité, des conférences et des manifestations spéciales organisées sur des sites extérieurs par les organismes du système de

gestion de la sécurité des Nations Unies et les États Membres. Cela comprend un nombre croissant d'événements réunissant des milliers de participants, dont des centaines de chefs d'État et de gouvernement, des milliers de membres du personnel de l'ONU, des délégués et des représentants de la société civile, des médias, du secteur privé et d'organisations internationales. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la coordination, en 2019, de 169 événements spéciaux dans 80 pays, pour un total de 95 929 participants, dont 5 514 membres du personnel de l'ONU et de nombreux hauts fonctionnaires de l'Organisation, ainsi que des chefs d'État et de gouvernement, et dont le bon déroulement n'a été perturbé par aucun problème de sécurité. Pour appuyer la tenue de ces événements, 303 agents de sécurité de différents lieux d'affectation ont été déployés.

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 34.22 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration de la sécurité et de la sûreté physique dans les locaux des villes sièges et des commissions régionales (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme en témoigne le taux de conformité de 98,5 % (contre un objectif de 100 %) aux exigences des normes minimales de sécurité opérationnelle révisées pour les sièges, qui a été constaté par la mise en œuvre d'outils tels que des auto-évaluations de la matrice de suivi des normes de sécurité, des examens par les pairs, des initiatives de normalisation en nombre croissant et des examens d'adaptation.

Exécution du programme en 2019 : amélioration de la préparation et de la capacité d'intervention grâce à la coordination

- 34.23 En 2019, dans le cadre du sous-programme, le Département a continué d'assurer la sécurité du personnel, des représentants et des visiteurs grâce à une gestion efficace et efficiente des ressources et à la coordination avec les autorités du gouvernement hôte et les autres parties prenantes, malgré des niveaux de risque croissants dans certains lieux d'affectation de différentes régions du monde, dus à des troubles civils généralisés et à d'autres menaces en évolution. Il a fourni des services de sécurité dans huit lieux d'affectation et a procédé à de nombreux déploiements de personnels pour ses opérations mondiales, ce qui a impliqué le déploiement d'agents de sécurité en renfort dans les missions sur le terrain, la fourniture de services de protection rapprochée, et des activités d'appui pour les grandes manifestations, conférences et autres.
- 34.24 Le sous-programme a permis de garantir la préparation et la capacité de réaction sur les sites les plus importants de l'Organisation grâce à une coordination adéquate avec les forces du pays hôte, à la formation et à la préparation du personnel, et au déploiement adéquat des ressources de sécurité, en fonction des besoins. En 2019, le sous-programme a permis la conduite des activités de l'Organisation, dont plus de 18 000 réunions et conférences, dont 30 % ont nécessité l'adoption d'un dispositif de sécurité renforcé par les services de sécurité et de sûreté et le soutien des forces de l'ordre du pays hôte, sans qu'il en résulte d'incidents de sécurité graves susceptibles d'affecter le bon déroulement de l'événement ou la sécurité de ses participants. Cela a été possible grâce à des efforts accrus visant à améliorer les procédures de contrôle d'accès en mettant l'accent sur le « service client pour la sécurité », afin d'accueillir un nombre croissant de visiteurs et de participants aux événements des Nations Unies organisés au Siège, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales. Les unités chargées de l'exécution du sous-programme se sont efforcées d'accroître la conformité générale aux normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges et, en étroite collaboration avec les gouvernements hôtes, de renforcer les niveaux de sécurité dans les villes sièges et d'accroître la capacité de réaction aux incidents critiques grâce à des activités supplémentaires de formation et de préparation.

Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 34.25 Ce travail a contribué à créer un environnement sûr et sécurisé pour tout le personnel de l'ONU, les représentants et autres visiteurs participant à des événements organisés par l'ONU, comme le montre

l'absence d'atteintes graves à la sécurité susceptibles de perturber le bon déroulement de ces manifestations.

Tableau 34.2
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
Approbation des normes minimales de sécurité opérationnelle améliorées pour les villes sièges, comprenant 221 normes de sécurité physique et de sûreté ; taux de conformité : 97 %	Niveau de conformité déterminé dans chaque lieu d'affectation au moyen d'auto-évaluations et de prestations spécifiques à fournir	Révision du programme d'examen par les pairs et évaluation des sites du Service de la sécurité et de la sûreté pour vérifier leur conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges et la validité des résultats mesurables	Intensification des efforts d'application des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges, pour atteindre un niveau de conformité de 98 %	Aucune atteinte grave à la sécurité et taux de conformité de 98,5 % en ce qui concerne les « exigences de gestion » et la coordination avec le pays hôte

Résultats escomptés pour 2021

Résultat 1 : amélioration de la gestion des flux de visiteurs et de participants aux manifestations spéciales grâce à l'intégration des activités d'accréditation et d'établissement des cartes d'identité (résultat déjà défini pour 2020)

- 34.26 Les travaux relatifs à l'innovation dans les services de sécurité se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et permettront d'améliorer la procédure d'accréditation et d'établissement de cartes d'identité pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales organisées dans les locaux de l'Organisation comme à l'extérieur, afin de faciliter l'accréditation des visiteurs et des participants à ce type d'événements, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs.

Tableau 34.3
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Collaboration plus efficace et plus rationnelle avec les services chargés de l'accréditation pour faciliter l'accès des participants et des visiteurs	Diminution mesurable du temps nécessaire à l'établissement des accréditations pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales, qui sera évaluée à l'aide	Diminution mesurable du temps nécessaire à l'établissement des accréditations pour les visiteurs et les participants aux manifestations spéciales et amélioration de la	Les informations fournies par les participants aux manifestations de l'ONU dans le cadre de la procédure d'accréditation seront également disponibles pour d'autres manifestations

2017	2018	2019	2020	2021
		d'analyses qualitatives et d'enquêtes menées après les manifestations	procédure de contrôle, qui seront évaluées à l'aide d'analyses qualitatives et d'enquêtes menées après les manifestations	extérieures grâce à la mise en place d'une base de données centralisée des participants aux événements, ce qui améliorera la procédure de contrôle et renforcera la sécurité lors des manifestations de l'ONU

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : amélioration continue des services de sûreté et de sécurité malgré l'augmentation des risques (nouveau résultat)

- 34.27 La situation en matière de sécurité évolue constamment et il est nécessaire d'adapter les opérations de sécurité et de sûreté et les dispositifs d'intervention pour pouvoir faire face à des risques accrus et des menaces nouvelles, telles que l'emboutissage de véhicule, les attaques à l'arme blanche, les drones, les troubles civils graves et les manifestations massives à proximité des sièges et lors de manifestations spéciales extérieures.
- 34.28 Dans le cadre du sous-programme, le Département assurera la coordination et la fourniture d'un appui spécialisé en matière de sécurité lors des manifestations spéciales des Nations Unies, notamment les grandes réunions et conférences tenues en dehors des villes sièges. La tendance à la hausse de la demande de services de coordination de la sécurité des conférences s'est poursuivie en 2019, et les manifestations ont également gagné en ampleur et en complexité. Parmi les activités et les succès notables du sous-programme en 2019 figurent la préparation et la gestion des dispositifs de sécurité pour la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui devait se tenir à Santiago du Chili du 2 au 13 décembre 2019 mais qui, en raison d'une détérioration des conditions de sécurité et d'un niveau de risque accru sur le terrain, a été transférée à Madrid un mois avant le début de l'événement. Le plus grand défi a été de mettre en place et d'assurer l'ensemble des mesures de sécurité sur le nouveau site, en collaboration avec le pays hôte, pour que l'événement se tienne en temps voulu et dans un environnement sûr et sécurisé. Grâce au travail fourni, l'événement s'est déroulé comme prévu et a réuni plus de 50 chefs d'État et de gouvernement et plus de 19 000 participants, sans qu'aucune atteinte grave à la sécurité n'ait été à déplorer.

Situation interne et réponse

- 34.29 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de maintenir l'accès aux sites de l'ONU dans les villes sièges et de permettre le fonctionnement normal de ces sites, tout en réglant les problèmes de maintenance découlant de l'utilisation de systèmes de sécurité physique obsolètes et en tenant compte des niveaux de menace croissants, et de fournir un appui en matière de sécurité suffisant aux manifestations spéciales organisées sur des sites extérieurs. En réponse, le Département améliorera ses efforts de coordination et de planification, son déploiement de personnel de sécurité pour appuyer les grandes manifestations et les conférences organisées en dehors des sièges et ses capacités d'appui exceptionnel dans les lieux à haut risque ou en cas de crise, en rationalisant et en normalisant les opérations, en renforçant la coordination avec les services de renseignement et les services de police du pays hôte et en mettant en place des mécanismes internes de contrôle de l'exécution des opérations de sécurité lors de manifestations spéciales hors des sièges. Il continuera également d'investir dans le développement et la mise en place d'une plateforme complète

d'accréditation et de contrôle d'accès normalisée, qui sera utilisée au Siège et lors de manifestations spéciales, en coordination avec les parties prenantes concernées dans d'autres départements.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 34.30 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à créer un environnement sûr et sécurisé lors des manifestations spéciales organisées sur des sites extérieurs par les organismes du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et permettre de fournir un appui aux opérations de sécurité mondiales du Département grâce au déploiement de renforts de sécurité mobilisables, tout en assurant le fonctionnement normal des activités de sécurité au Siège, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales, ce qui devrait se traduire par un respect accru de l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges, une coordination rationalisée avec les pays hôtes et le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, et une assistance disponible sans interruption sur tous les sites desservis par le Département.

Tableau 34.4

Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
Application des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges aux manifestations spéciales extérieures	Amélioration vérifiée des opérations de sécurité menées dans le cadre des manifestations et des conférences des Nations Unies ; normalisation des procédures administratives et opérationnelles	La violence de certaines manifestations et de certains activistes sociaux constituent des menaces supplémentaires pour les événements et les conférences des Nations Unies, nécessitant un renforcement du dispositif de sécurité	Amélioration du respect des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges, vérifiée par un mécanisme de contrôle interne	Amélioration du respect des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges ; rationalisation de la coordination avec les pays hôtes et les organismes du système de gestion de la sécurité des Nations Unies Assistance disponible sans interruption sur tous les sites desservis par le Département de la sûreté et de la sécurité

Produits

- 34.31 On trouvera dans le tableau 34.5 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 34.5

Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie

E. Activités d'appui

Sûreté et sécurité

Sécurité des locaux de l'ONU : services de gestion des risques de sécurité et contrôle d'accès pour le Siège de l'ONU, les bureaux hors Siège et les commissions régionales.

Sécurité des manifestations spéciales des Nations Unies : coordination et fourniture de services de sécurité pour les événements spéciaux et les conférences des Nations Unies qui se tiennent en dehors des locaux de l'ONU.

Services de sécurité spécialisés : services de sécurité spécialisés, notamment la protection rapprochée des hauts fonctionnaires de l'ONU et des personnalités en visite, enquêtes sur les atteintes à la sécurité et sécurité incendie.

**Sous-programme 2
Opérations régionales sur le terrain**

Objectif

- 34.32 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel ainsi que la sécurité des biens et des locaux de l'ONU dans les lieux d'affectation hors Siège pour permettre l'exécution des mandats, des programmes et des activités de l'Organisation partout dans le monde.

Stratégie

- 34.33 Afin de contribuer à assurer la sûreté et la sécurité du personnel de l'ONU, ainsi que des locaux et des biens de l'Organisation dans les lieux d'affectation hors Siège, le sous-programme permettra, grâce à une coordination efficace et rapide des mesures de sécurité, à la fourniture d'orientations en matière de sécurité opérationnelle, à l'élaboration de normes de sécurité, à la conduite de missions d'assistance en matière de sécurité et au déploiement de ressources et de matériel de sécurité sur le terrain, de mettre sur pied, maintenir et renforcer des dispositifs de sécurité pour le personnel de l'ONU et ses activités relatives aux programmes dans tous les lieux d'affectation hors Siège. Ces mesures devraient aider les agents habilités de l'ONU pour les questions de sécurité et les organismes du système de gestion de la sécurité des Nations Unies à améliorer et à rationaliser la gestion de la sécurité sur le terrain.
- 34.34 Le sous-programme permettra également de veiller à ce que la procédure de gestion des risques de sécurité, qui comprend l'évaluation des menaces et des risques de sécurité associés, ainsi que la détermination de mesures susceptibles de réduire les risques de sécurité résiduels, soit élaborée et achevée en temps voulu dans toutes les zones de sécurité sur le terrain. Ce processus constitue le principal cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies pour la prise de décisions en matière de gestion des risques et une plateforme commune qui permet de déterminer les risques acceptables en toute connaissance de cause et, par conséquent, d'exécuter les mandats, programmes et activités de l'ONU. En outre, le Département veillera, dans le cadre du sous-programme, à ce que les plans de sécurité et les mesures d'urgence à mettre en œuvre dans les situations de crise soient élaborés et mis à jour en temps utile.
- 34.35 Le sous-programme permettra en outre de renforcer le respect des politiques relatives au système de gestion de la sécurité par les organismes et le personnel des Nations Unies sur le terrain. Il fournira également toute l'assistance et le soutien nécessaires au système dans les situations de crise, rationalisera les processus décisionnels critiques, activera l'infrastructure de gestion des crises et déploiera une capacité supplémentaire de gestion des crises sur le terrain.

- 34.36 Le travail qui sera effectué devrait permettre de renforcer la réponse apportée par le système de gestion de la sécurité des Nations Unies en cas de crise et de réduire l'impact des crises sur l'exécution des programmes et activités de l'ONU. Cette stratégie s'accompagnera également des mesures de sécurité spécifiques suivantes : a) des exercices de simulation pour les agents habilités de l'ONU pour les questions de sécurité, afin de renforcer la préparation aux situations de crise, les interventions et le rétablissement ; b) le déploiement rapide d'agents de sécurité dans les pays, missions et zones touchés par des situations d'urgence et de crise ; c) l'organisation d'ateliers régionaux et de conférences mondiales réunissant tous les hauts responsables de la sécurité sur le terrain, sous l'égide du sous-programme, afin de partager les meilleures pratiques, de tirer des enseignements de l'expérience et d'harmoniser les processus de gestion de la sécurité ; d) des missions d'assistance à la sécurité dans les lieux d'affectation hors Siège pour renforcer le processus et les procédures de gestion de la sécurité. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer : a) la gestion de crises, des interventions et des rétablissements en temps utile dans de nombreux pays et zones touchés par diverses situations de crise ; b) les communiqués au régime commun des Nations Unies comprenant des directives opérationnelles de sécurité relatives aux situations d'urgence et de crise ; c) l'appui et les conseils techniques en matière de sécurité aux agents habilités.

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 34.37 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration de la préparation aux situations d'urgence et de crise, et l'amélioration de la capacité d'intervention en cas d'atteinte à la sécurité dans les lieux d'affectation hors Siège (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme en témoignent les 380 plans de sécurité approuvés en 2019 par la Division des opérations régionales. L'ONU a ainsi pu poursuivre l'exécution de ses mandats, programmes et activités essentiels dans plus de 30 pays et régions caractérisés par des niveaux de risque élevés voire très élevés, tout en assurant la sûreté et la sécurité de son personnel et en tenant ses promesses au lieu de partir.
- 34.38 En outre, dans le cadre du sous-programme, le Département a rapidement déployé plus de 100 agents de sécurité dans les pays, les missions et les zones touchés par des problèmes de sécurité afin de contribuer aux opérations de gestion des crises sur le terrain. Il a géré des situations de prise d'otages à la suite de l'enlèvement de 10 membres du système de gestion de la sécurité des Nations Unies en 2019 – tous ayant été libérés sains et saufs. Compte tenu de l'élargissement des mandats, programmes et activités de l'ONU à des zones à haut risque et de l'augmentation substantielle du nombre de membres du personnel déployés dans ces zones, le Département a également veillé, dans le cadre du sous-programme, à ce que les mesures correspondantes de gestion des risques de sécurité mises en œuvre n'entraînent pas une augmentation des incidents de sécurité pour le personnel de l'ONU dans le monde entier.

Exécution du programme en 2019 : amélioration de la préparation aux situations d'urgence et de crise

- 34.39 L'objectif principal du sous-programme est d'assurer un dispositif de sûreté et de sécurité adéquat pour le personnel de l'ONU dans plus de 160 pays et quelque 700 lieux d'affectation, tels que classés par la Commission de la fonction publique internationale, y compris dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales, ainsi que de permettre la mise en œuvre efficace des mandats, des programmes et des activités de l'ONU dans ces pays, missions et lieux spécifiques. Les activités des opérations hors Siège impliquent une coordination quotidienne de la sécurité avec le terrain et la fourniture d'orientations opérationnelles et de conseils de sécurité à tous les membres du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, à tout le personnel de sécurité sur le terrain et à tout le personnel de l'ONU déployé dans les lieux d'affectation hors Siège. Dans le cadre du sous-programme, le Département mobilise l'ensemble du personnel de l'ONU pour l'inciter à appliquer les politiques, les procédures et les conseils relatifs à la sécurité, aide les agents habilités

pour les questions de sécurité dans leurs tâches quotidiennes et dans les situations d'urgence, fournit aux hauts fonctionnaires de l'ONU des informations à jour sur la sécurité et les menaces, aide à gérer les situations de prise d'otages et autres situations de crise, et assure la gestion des urgences en matière de sûreté et de sécurité sur le terrain.

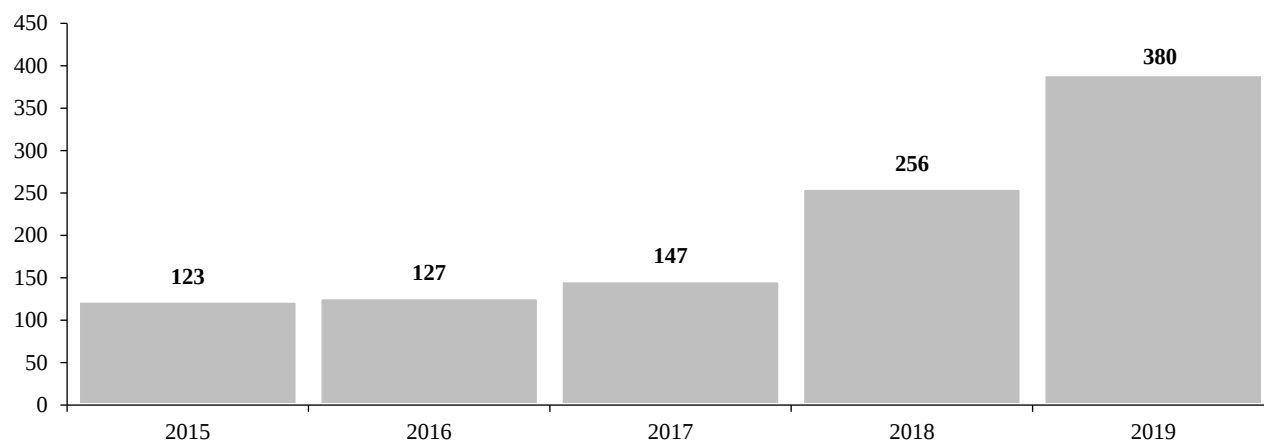
- 34.40 En 2019, dans le cadre du sous-programme, le Département a rédigé et promulgué 31 communiqués à l'intention du régime commun des Nations Unies comprenant des directives de sécurité opérationnelle relatives aux situations de crise et d'urgence impliquant l'évacuation du personnel de l'ONU, la réinstallation, les restrictions familiales, la coordination des nouvelles missions ou la restriction des voyages non essentiels pour des raisons de sécurité dans les pays connaissant une situation d'urgence, et le retour des membres du personnel et des membres de leur famille éligibles dans les zones sujettes à l'évacuation et à la réinstallation en cas d'amélioration des conditions de sécurité.
- 34.41 La mise en œuvre de la stratégie associée au sous-programme a également permis l'exécution de programmes et de mandats de l'ONU dans des pays et des zones à haut risque touchés par des conflits armés et des menaces terroristes, notamment en Afghanistan, dans le nord de l'Iraq, en Libye, dans l'est du Mali, dans le nord-est du Nigéria, en Somalie et en République arabe syrienne.
- 34.42 Le sous-programme a en outre permis de fournir un appui et des conseils techniques en matière de sécurité aux agents habilités de l'ONU pour les questions de sécurité, de renforcer de façon continue la préparation aux risques de sécurité, d'élaborer, d'examiner et d'approuver les procédures et les documents relatifs à la gestion des risques de sécurité pour 430 zones désignées et 135 plans de sécurité en 2018, et d'examiner et d'approuver 473 plans de gestion des risques de sécurité et 390 plans de sécurité en 2019. Les produits (gestion des risques de sécurité et plans de sécurité) sont les principaux cadres du système de gestion de la sécurité des Nations Unies permettant d'évaluer les menaces contre la sécurité et les risques de sécurité associés, de recenser les mesures de gestion susceptibles de réduire les risques et de fournir une plateforme pour la prise de décisions éclairées en ce qui concerne l'acceptation des risques. À ce titre, ils sont essentiels au bon déroulement des programmes et des activités de l'ONU sur le terrain.
- 34.43 En outre, le sous-programme a permis d'assurer la gestion de crises, des interventions et des rétablissements en temps utile dans de nombreux pays et zones touchés par diverses situations de crise. Ces réponses ont été apportées dans de nombreux pays et régions touchés par des conflits militaires, politiques ou sociaux ou des catastrophes naturelles, notamment dans le nord de la République démocratique du Congo lors de l'épidémie d'Ebola, en Indonésie, au Malawi et au Mozambique, à la suite de catastrophes naturelles, et en Libye, alors que des affrontements militaires faisaient rage. Le sous-programme a également permis de mettre en œuvre efficacement de nouveaux mandats et programmes de l'ONU au Burkina Faso, en Iraq et au Yémen. Dans le cadre du sous-programme, le Département a en outre élaboré et organisé six exercices régionaux (pour l'Europe, pour l'Amérique du Nord, pour l'Asie du Sud-Est, pour le Moyen-Orient, pour la région Asie et Pacifique et pour l'Afrique de l'Est) de simulation de gestion de crise à l'intention de 113 agents habilités pour les questions de sécurité, développant ainsi chez ces derniers des compétences essentielles pour prendre des décisions appropriées et opportunes dans des situations d'urgence résultant de crises politiques, militaires, sociales et humanitaires, ou de catastrophes naturelles. Ces simulations se sont avérées utiles aux agents concernés.

Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 34.44 Le travail effectué a contribué à assurer la sûreté et la sécurité du personnel et la sécurité des locaux et des biens de l'ONU dans les lieux d'affectation hors Siège, permettant la mise en œuvre des mandats, des programmes et des activités de l'Organisation dans le monde entier, comme en témoignent les 390 plans de sécurité approuvés, ce qui souligne l'efficacité de la gestion du dispositif de sécurité, de la coordination de la sécurité et des opérations de sécurité. Cette efficacité a permis la mise en œuvre d'un large éventail de mandats et d'activités de l'ONU, y compris des opérations politiques, de développement, de paix et humanitaires, dans toutes les régions du globe, y compris là où les risques de sécurité sont élevés.

Figure 34.I

Mesure des résultats : nombre de plans de sécurité examinés et approuvés pour la période 2015-2019



Résultats escomptés pour 2021

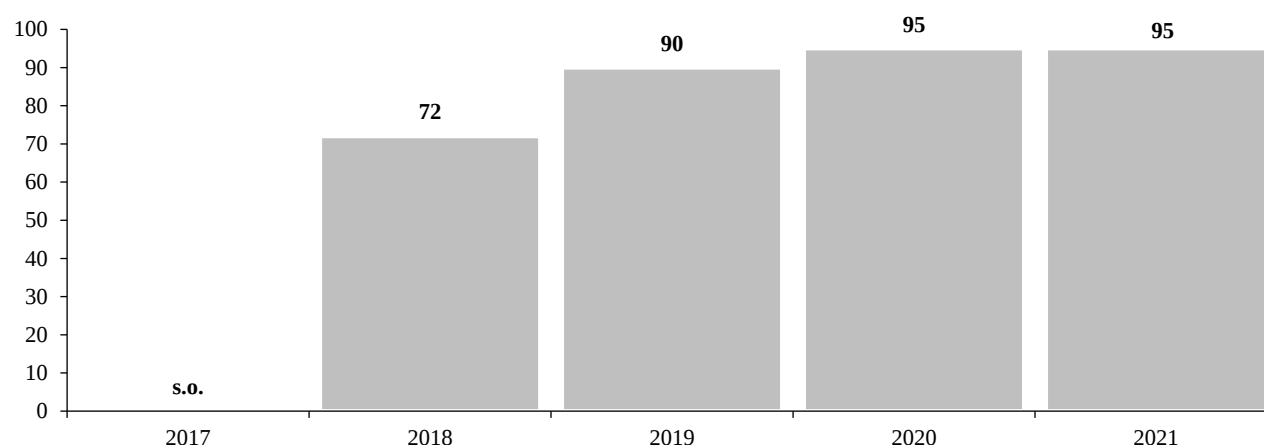
Résultat 1 : maintien d'un niveau de planification et d'une capacité d'intervention acceptables (résultat déjà défini pour 2020)

- 34.45 Les travaux relatifs à la planification de la sécurité se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et viseront à rationaliser l'élaboration des documents de planification de la sécurité en passant de plans nationaux à des plans couvrant des zones plus réduites dans un même pays, afin de renforcer la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas d'atteinte à la sécurité, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs.

Figure 34.II

Mesure des résultats : plans de sécurité mis à jour, approuvés et entérinés pour la période 2017-2021

(En pourcentage)



Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : renforcement des services de sécurité axés sur les risques et les solutions fournis dans le cadre des missions (nouveau résultat)

- 34.46 Les activités et les programmes de l'ONU sur le terrain sont affectés par l'évolution rapide de la situation mondiale en matière de sécurité et les problèmes qui en découlent. Des menaces interdépendantes pesant sur la sécurité, associées à des risques environnementaux et sanitaires croissants, continuent de s'étendre à de nouveaux territoires, tandis que les conflits armés locaux et régionaux prolongés se poursuivent sans relâche et que les troubles civils se généralisent.
- 34.47 Dans ce contexte, le sous-programme se concentrera sur le renforcement des services de sécurité axés sur les risques et les solutions fournis dans le cadre des missions, en renforçant et en précisant trois impératifs opérationnels fondamentaux. Il permettra d'améliorer la procédure de gestion des risques de sécurité, qui reste le principal outil de décision en matière de sécurité, d'évaluer les capacités d'analyse par rapport aux nouvelles menaces et aux nouveaux besoins en matière de sécurité, et de renforcer le contrôle du respect des politiques et des procédures de sécurité.
- 34.48 L'accent mis sur ces initiatives permettra de développer la professionnalisation du sous-programme, d'améliorer la cohérence et l'efficacité de la gestion de la sécurité sur le terrain et de renforcer la collaboration avec les partenaires et les parties prenantes, conformément au plan stratégique et aux objectifs du Département.
- 34.49 En 2020, le Département a commencé à revoir la procédure de gestion des risques de sécurité et le Système d'enregistrement des atteintes à la sûreté et à la sécurité, en consultation avec des professionnels du domaine et des analystes travaillant au Siège et sur le terrain. Les travaux de ces derniers jetteront les bases des améliorations concrètes qui seront apportées aux deux plateformes, notamment : a) l'amélioration des cadres et des outils spécifiques de gestion des risques de sécurité et du Système d'enregistrement des atteintes à la sûreté et à la sécurité ; b) l'intégration plus poussée de la plateforme, des données et des fonctionnalités du Réseau d'information des responsables de la sécurité des Nations Unies dans leur ensemble ; c) les changements associés aux processus de travail ; d) les adaptations nécessaires à la culture organisationnelle et à la formation.

Situation interne et réponse

- 34.50 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de faire face à la croissance exponentielle de la demande de services de sécurité dans les missions résultant des nouveaux mandats confiés à l'ONU, et à la détérioration concomitante des conditions de sécurité dans de nombreux pays. En réponse, dans le cadre du sous-programme, le Département redéploie fréquemment le personnel des missions des pays et des lieux d'affectation à faible risque vers des lieux où le risque est plus élevé. Cette approche peut fonctionner efficacement tant que les conditions de sécurité dans un pays donné ne se détériorent pas au point de nécessiter de nouvelles solutions.
- 34.51 En outre, le sous-programme permet d'intervenir rapidement lorsqu'une nouvelle crise éclate ou de mener les activités prescrites dans de nouveaux domaines grâce au déploiement rapide de capacités de sécurité supplémentaires, y compris des interventions spécifiques telles que le renforcement des ressources nécessaires pour assurer la gestion des prises d'otages.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 34.52 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à assurer la sûreté et la sécurité du personnel et la sécurité des locaux et des biens de l'ONU dans les lieux d'affectation hors Siège afin de permettre la mise en œuvre des mandats, des programmes et des activités de l'Organisation dans le monde entier, comme devraient le démontrer les améliorations de la procédure de gestion des risques de sécurité et du Système d'enregistrement des atteintes à la sûreté et à la sécurité, qui se traduiront par un renforcement des services de sécurité axés sur les risques et les solutions.

Tableau 34.6
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
Nouvelle politique et nouveau manuel de gestion des risques de sécurité promulgués en 2016 et adaptés en 2017 pour intégrer les sections approuvées relatives aux mesures de gestion des risques de sécurité	Suivi de la mise en œuvre de la procédure de gestion des risques de sécurité	Révision du manuel de gestion des risques de sécurité pour y intégrer les sections relatives aux moyens de faciliter l'acceptation de la procédure et des outils de gestion des risques de sécurité 83 % des clients ont répondu que le Département de la sûreté et de la sécurité permettait à leur organisme d'exécuter son programme tout en assurant la sûreté et la sécurité du personnel	Révision de la procédure de gestion des risques de sécurité et du Système d'enregistrement des atteintes à la sûreté et à la sécurité	Amélioration de l'outil de gestion des risques de sécurité et du Système d'enregistrement des atteintes à la sûreté et à la sécurité, conduisant à un renforcement des conseils de sécurité axés sur les risques et les solutions 85 % des clients répondent que le Département permet à leur organisme d'exécuter ses programmes tout en assurant la sûreté et la sécurité du personnel

Produits

- 34.53 On trouvera dans le tableau 34.7 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 34.7
Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie

E. Activités d'appui

Sûreté et sécurité

Évaluations de la sécurité : services de sécurité et déploiement de personnel de sécurité en réponse aux situations d'urgence.

Formation et renforcement des capacités : ateliers et formations sur la préparation aux situations de crise et la gestion des crises, l'analyse, la gestion de la sécurité, le leadership et les meilleures pratiques.

Sous-programme 3

Appui opérationnel spécialisé

Objectif

- 34.54 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer la sûreté et la sécurité des opérations, des locaux et du personnel de l'ONU, et d'améliorer l'efficacité et l'efficacé des opérations de sécurité et du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.

Stratégie

- 34.55 Dans le cadre du sous-programme, afin de contribuer à assurer la sûreté et la sécurité des opérations, des locaux et du personnel de l'ONU, le Département :
- a) assurera la direction et la supervision du cycle de formation à la sécurité, qui comprend l'analyse, la conception, le développement, la mise en œuvre, l'évaluation et la validation. Ce travail devrait permettre de renforcer la capacité de tous les acteurs du système de gestion de la sécurité des Nations Unies de prévenir les atteintes à la sécurité ou d'y répondre efficacement. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la réalisation d'une évaluation des besoins de formation et le lancement d'une nouvelle stratégie, la refonte et l'actualisation des programmes de formation, notamment le passage du module sur la sécurité de base sur le terrain et du cours de sécurité avancé sur le terrain au programme BSAFE, la refonte du programme d'études « Sécurité et sûreté en mission » et le lancement d'un nouveau système de gestion de l'apprentissage ;
 - b) fournira un appui psychosocial rapide en cas de situation de crise et dispensera une formation aux aspects psychologiques de la résilience. Ce travail devrait permettre d'atténuer l'impact psychologique à court et à long terme de l'exposition à des situations de crise. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la gestion réussie des situations de crise, notamment la fourniture d'un soutien pendant et après les prises d'otages et la fourniture de conseils et d'un soutien à l'échelle du système ;
 - c) fournira aux membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies des conseils spécifiques sur la sécurité des vols commerciaux. Ce travail devrait permettre de réduire la vulnérabilité aux incidents liés au transport aérien commercial. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la fourniture de conseils au système de gestion de la sécurité des Nations Unies, sous la forme d'une liste des compagnies aériennes recommandées ;
 - d) assurera la coordination stratégique des services de protection rapprochée et gèrera la demande croissante de services de protection individuelle dans le monde entier. Ce travail devrait permettre d'atténuer les risques liés aux déplacements des hauts fonctionnaires de l'ONU et d'autres membres du personnel, selon les besoins. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la refonte de la formation à la protection rapprochée et la fourniture de conseils aux hauts fonctionnaires de l'ONU, notamment de mesures d'atténuation des risques détectés ;
 - e) recensera les vulnérabilités les plus importantes et les plus fréquentes en matière de sécurité physique des locaux de l'ONU dans le monde, y compris la vulnérabilité aux explosions, recommandera des mesures de gestion des risques de sécurité, élaborera des normes, des spécifications techniques et des directives permanentes sur les mesures, les systèmes et les dispositifs de sécurité physique, et dispensera des formations. Ce travail devrait permettre d'atténuer la vulnérabilité aux menaces qui pourraient avoir un impact sur les locaux et le personnel de l'ONU. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la fourniture d'orientations et de conseils sur le renforcement des toits et des cloisons face à la

menace d'explosifs, l'analyse de la version révisée du guide sur la sécurité des locaux et des bureaux, ainsi que des recommandations spécifiques pour les lieux à risque ;

- f) collaborera avec les entités du système de gestion de la sécurité des Nations Unies pour renforcer la gestion de la sécurité routière au sein du système. Ce travail devrait permettre de réduire le risque d'accidents de la route mortels pour les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la stratégie mise en place à l'échelle du système en matière de sécurité routière et la coordination des actions de sécurité routière à l'échelle du système ;
 - g) améliorera l'efficacité de la gestion des informations relatives à la sécurité, notamment par le recours aux technologies. Ce travail devrait permettre d'axer davantage la stratégie de gestion du dispositif de sécurité sur les données, notamment grâce à des programmes de formation ciblés et à la fourniture d'un appui et de conseils spécialisés aux membres du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer la gestion du Réseau d'information des responsables de la sécurité des Nations Unies, qui constitue une plateforme unique de gestion du dispositif de sécurité à l'échelle du système.
- 34.56 Afin de contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations de sécurité et du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, le Département a lancé, dans le cadre du sous-programme, la nouvelle application BSAFE, qui a permis aux membres du personnel d'être plus au fait des politiques de sécurité et plus sensibilisés à ces questions. Il a également publié de nouvelles directives relatives au programme « Sécurité et sûreté en mission », qui ont permis d'améliorer le contrôle de la qualité du programme dans les 50 lieux d'affectation où celui-ci est mis en œuvre. Parmi les résultats déjà obtenus dans ce domaine, on peut citer le fait que plus de 300 000 membres du personnel et partenaires du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ont suivi le programme de formation BSAFE.
- 34.57 Dans le cadre du sous-programme, le Département continuera de fournir des évaluations de la vulnérabilité aux explosions et un appui spécialisé aux missions et aux sièges en ce qui concerne les locaux des organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Il dispensera également des conseils d'ordre général par l'intermédiaire de bulletins d'information sur la protection contre les explosions, les drones et les mesures à mettre en œuvre en cas d'emboutissage de véhicule, en plus de former 360 personnes travaillant pour 28 organismes, fonds et programmes des Nations Unies.
- 34.58 Par ailleurs, dans le cadre du sous-programme, le Département a contribué à diffuser des conseils sur la question du stress traumatique et à fournir une assistance psychosociale aux membres du personnel de l'ONU ayant subi un traumatisme ou à titre préventif, pour renforcer la résilience du personnel déployé dans des zones dangereuses, comme en témoigne le nombre croissant de séances de soutien psychologique d'urgence et de soutien psychologique dispensées au titre du sous-programme, sous forme de conseils, de formations et d'aide au personnel d'encadrement.

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 34.59 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir le soutien psychologique d'urgence ou l'accompagnement pour les membres du personnel de l'ONU ayant subi un traumatisme (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme en témoignent les 19 598 séances dispensées, contre un objectif prévu de 10 000.

Exécution du programme en 2019 : formation et soutien psychosocial

- 34.60 Faisant fond sur les connaissances acquises en 2018, le sous-programme a été axé à la fois sur la fourniture de formations et sur la gestion des formations dispensées par d'autres entités, afin de mettre en œuvre de façon cohérente des mesures d'atténuation essentielles visant à réduire le nombre de cas de traumatisme. En 2019, dans le cadre du sous-programme, le Département a lancé la nouvelle application BSAFE, qui a permis à plus de 300 000 membres du personnel et partenaires

du système de gestion de la sécurité des Nations Unies qui ont suivi la formation d'être plus au fait des politiques de sécurité et plus sensibilisés à ces questions, et a publié de nouvelles directives relatives au programme « Sécurité et sûreté en mission », qui ont permis d'améliorer le contrôle de la qualité du programme dans les 50 lieux d'affectation où celui-ci est mis en œuvre. Il met actuellement la dernière main à la mise à jour des modules de base du programme « Sécurité et sûreté en mission », ce qui permettra aux membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies d'avoir une meilleure connaissance des questions de sécurité et d'être mieux à même de prévenir les atteintes à la sécurité et d'y répondre dans les environnements à haut risque. Il a également piloté une nouvelle formation à l'intention des membres du personnel du dispositif intégré de sécurité affectés aux opérations de paix ou préparant leur déploiement, qui mettait l'accent sur le renforcement de la collaboration entre le personnel de sécurité de l'ONU et les forces militaires et de police déployées dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

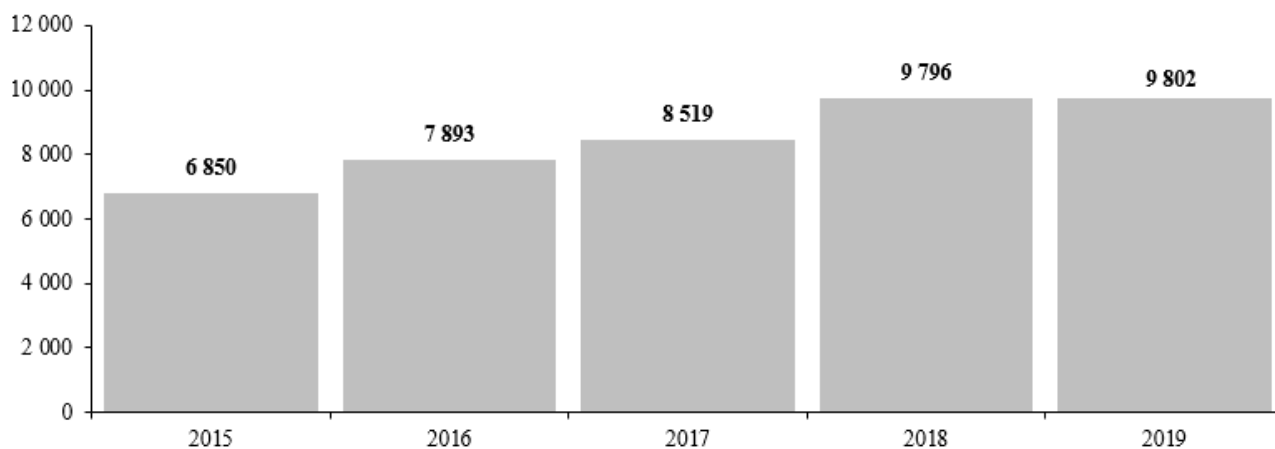
- 34.61 En outre, dans le cadre du sous-programme, le Département a renforcé la préparation du personnel de l'ONU grâce à une formation à la gestion du stress, qui a été suivie par 3 697 membres du personnel travaillant dans des lieux d'affectation à haut risque, dont 116 conseillers principaux pour la sécurité, conseillers en chef pour la sécurité et conseillers pour la sécurité, a organisé des séances d'information et des consultations à l'intention de 289 cadres, dont 29 agents habilités de l'ONU pour les questions de sécurité, sur les mesures visant à améliorer le bien-être psychosocial du personnel de l'ONU, a formé et certifié 103 conseillers et professionnels de la santé mentale pour améliorer l'accès à des services de santé mentale de qualité, a permis à 1 936 membres du personnel ayant subi un traumatisme de bénéficier d'un soutien psychologique d'urgence et a assuré 8 142 séances de soutien psychologique pour la gestion du stress partout dans le monde.

Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 34.62 Ce travail a contribué à améliorer l'efficacité des opérations de sécurité et du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, comme en témoigne le nombre important (9 802) de membres du personnel de l'ONU ayant bénéficié d'une assistance psychosociale dans le cadre de séances de soutien psychologique d'urgence et de soutien psychologique, à la suite d'atteintes à la sécurité ou à titre préventif, pour renforcer la résilience du personnel déployé dans des zones dangereuses. Cette assistance comprend des conseils, des formations et une aide au personnel d'encadrement.

Figure 34.III

Mesure des résultats : nombre de séances de soutien psychologique d'urgence et de soutien psychologique pour la période 2015-2019



Résultats escomptés pour 2021

Résultat 1 : renforcement de l'appui opérationnel spécialisé (résultat déjà défini pour 2020)

- 34.63 Les travaux relatifs à l'appui opérationnel spécialisé se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et viseront à rationaliser encore davantage le travail des unités spécialisées afin d'améliorer les opérations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies dans le monde entier, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs.

Tableau 34.8

Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Le programme de formation dans le domaine de la sécurité n'est pas structuré ; une stratégie de formation et de perfectionnement est adoptée pour le personnel de sécurité ; de nouvelles méthodes d'apprentissage sont mises à l'essai avec le lancement du programme BSAFE pour tous les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies en novembre 2018, ce qui a permis à plus de 15 % d'entre eux d'être plus au fait des politiques de sécurité et plus sensibilisés à ces questions à la fin de l'année 2018	De nouveaux programmes et méthodes de formation sont mis à l'essai pour le personnel de sécurité ; 100 % des membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies suivent le programme BSAFE et sont ainsi plus au fait des politiques de sécurité et plus sensibilisés à ces questions ; Actualisation et amélioration du programme Sécurité et sûreté en mission, conformément aux nouvelles politiques	Le personnel de sécurité bénéficiera d'un parcours d'apprentissage cohérent qui renforcera l'harmonisation de ses activités dans le monde entier ; Dans les pays qui ont adopté la version mise à jour du programme Sécurité et sûreté en mission, les membres du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies sont plus sensibilisés aux problèmes de sécurité et mieux à même de s'adapter	Le parcours d'apprentissage cohérent continuera d'être renforcé en tenant compte des résultats de l'évaluation des besoins, afin de le rendre plus inclusif et conforme aux valeurs de l'ONU, et de l'évolution des besoins opérationnels, notamment les enseignements tirés de l'expérience

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : assurer la sûreté et la sécurité du personnel en améliorant les orientations relatives à la formation en matière de sécurité (nouveau résultat)

- 34.64 L'ONU continue de faire face à des menaces liées à l'évolution de la situation en matière de sécurité, notamment la criminalité, les troubles civils, le terrorisme, les risques de catastrophe naturelle et la guerre. Pour permettre à l'Organisation de rester sur place afin de remplir sa mission dans des environnements difficiles et son devoir de protection, et pour appuyer l'action du personnel de

sécurité, le Département revitalise actuellement sa stratégie en matière de conduite des programmes de formation à la sécurité dans le cadre du sous-programme. Face à l'augmentation de la demande et à la complexité accrue de la situation en matière de sécurité, il est impératif d'optimiser les ressources et de gagner en efficacité. Afin d'atteindre ces objectifs, les approches suivantes seront mises en œuvre : amélioration de la gouvernance en matière de formation, exploitation des ressources et des synergies dans l'ensemble du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, utilisation de la technologie pour étendre la portée des formations proposées, amélioration de la formation en matière de collecte, d'analyse et de gestion des données, notamment mise en conformité avec les procédures adoptées dans le domaine des ressources humaines, et attention croissante à la diversité des programmes offerts.

- 34.65 Afin de mettre à profit les ressources disponibles dans l'ensemble du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, les processus de coordination existants seront renforcés par une meilleure gouvernance, sous la direction du Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, afin de faciliter la participation accrue des organisations du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. L'Organisation s'efforcera en outre de nouer des partenariats avec des organisations extérieures. La technologie servira à développer davantage de contenus en ligne, ce qui les rendra plus accessibles à un plus grand nombre de bénéficiaires. L'amélioration de la collecte et de l'analyse des données sera rendue possible par la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion de la formation, qui permettra de diversifier les méthodes d'apprentissage et de renforcer la formation à la collecte de données. Les programmes continueront d'être révisés pour les rendre plus inclusifs, afin de rendre les programmes de formation pertinents pour l'ensemble du personnel et de mieux faire connaître les besoins des différentes catégories de personnel en matière de sûreté et de sécurité.

Situation interne et réponse

- 34.66 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : devoir passer d'un modèle de prestation de services de formation à un modèle offrant une vision plus stratégique, davantage axé sur la supervision, afin d'offrir la bonne formation aux bonnes personnes et au bon moment. À ces fins, dans le cadre du sous-programme, le Département renforcera l'élaboration du matériel pédagogique, établira des normes et contrôlera la prestation des services de formation.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 34.67 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations de sécurité et du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, ainsi que la gestion de la formation, des conseils et de la coordination dans des domaines spécialisés de la sécurité, notamment le soutien psychosocial, ce qui devrait se traduire par une optimisation de la prestation de services de formation en matière de sécurité grâce à une gouvernance plus efficace et à la hiérarchisation des ressources.

Tableau 34.9
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
Élaboration de programmes de formation pour répondre aux besoins du système de gestion de la sécurité des Nations Unies recensés par le Réseau interorganisations	Amélioration des programmes de formation axée sur l'offre de formations en ligne accessibles dans le monde entier	Mise en place d'une formation spécialisée en matière de sécurité pour répondre aux demandes de toutes les entités du système de gestion	Transition vers une nouvelle stratégie de formation, qui prévoit la centralisation de la supervision et la décentralisation de l'exécution	Optimisation de la formation à la sécurité grâce à une gouvernance plus efficace et à la hiérarchisation des ressources

2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------

pour la gestion des mesures de sécurité		de la sécurité des Nations Unies		
--	--	-------------------------------------	--	--

Produits

34.68 On trouvera dans le tableau 34.10 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 34.10

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie

E. Activités d'appui

Sûreté et sécurité

Gestion du stress traumatique : fourniture d'un soutien psychologique d'urgence et d'un soutien psychologique à 10 000 membres du personnel de l'ONU ayant vécu un événement traumatisant signalé, formation de 200 conseillers de l'ONU et de conseillers locaux indépendants à la gestion du stress traumatique en situation d'urgence, supervision technique des conseillers de l'ONU affectés aux missions au moyen de 6 000 réunions virtuelles et/ou d'entretiens individuels, conseils d'experts et consultations sur le bien-être psychosocial à l'intention de 600 cadres du Siège et des missions, et réunions d'information sur la gestion du stress et la politique en matière de stress traumatique.

Sécurité physique : amélioration de la sécurité des locaux de l'ONU grâce à des évaluations spécifiques, des conseils thématiques, une formation à la sécurité physique et l'analyse des données obtenues grâce à l'application d'évaluation de la sécurité physique.

Formation et renforcement des capacités : accès aux formations à la sécurité dans l'ensemble du système de gestion de la sécurité des Nations Unies grâce à l'utilisation de la technologie, et diversification des méthodes d'apprentissage et établissement de partenariats pour améliorer la prestation de services.

Contrôle de l'exécution : évaluation des thèmes, du contenu et/ou des aspects pédagogiques des activités de formation à la sécurité ; études de cas sur les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales en matière de sûreté et de sécurité.

Coordination de la protection : suivi et coordination des déplacements des hauts responsables de l'Organisation.

Sécurité des vols commerciaux : fourniture de conseils sur l'utilisation des vols commerciaux pour les voyages officiels sous la forme d'une liste des compagnies aériennes recommandées, établie sur la base des conseils d'experts en sécurité aérienne du Département de l'appui opérationnel, du Programme alimentaire mondial et de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2021

Vue d'ensemble

- 34.69 Le Département de la sûreté et de la sécurité étant chargé d'assurer, d'une part, la sûreté et la sécurité du personnel, des représentants, des visiteurs et des locaux dans les principaux lieux d'affectation et, d'autre part, la sûreté et la sécurité des opérations des Nations Unies sur le terrain, ses activités sont financées à la fois au moyen du budget ordinaire et moyennant remboursement, par les organismes participants, des dépenses engagées dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.
- 34.70 Les fonctions et activités du Département qui sont financées en commun sont celles qui relèvent :
- du sous-programme 2 (Opérations régionales sur le terrain) ;
 - du sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé).
- 34.71 En ce qui concerne le financement du système de gestion de la sécurité, les charges sont réparties entre les organismes participants proportionnellement aux effectifs qu'ils ont déployés sur le terrain. Dans sa résolution 56/255, l'Assemblée générale a adopté des arrangements interinstitutions relatifs à la participation aux coûts. En application de la recommandation que celle-ci a formulée dans sa résolution 61/263 concernant un arrangement viable de participation aux dépenses, le Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) est convenu que le montant affecté aux dépenses de sécurité sur le terrain serait réparti proportionnellement au nombre de membres du personnel effectivement déployés sur le terrain par les différents organismes, tel qu'il ressort des données émanant du CCS. Par la suite, le Secrétaire général a présenté brièvement les nouveaux arrangements et fixé la part de chaque organisme dans le financement des dépenses afférentes au système (voir A/62/641). Pour 2021, la part du Secrétariat est de 21,5 %, semblable à celle de 2020, et a été établie à partir des données du recensement du personnel hors siège arrêté par le CCS au 31 décembre 2017.
- 34.72 Outre le cofinancement des activités sur le terrain dont il est question ci-dessus, des arrangements conclus localement régissent la prestation de services de sûreté et de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne, qui reposent sur une répartition convenue par les quatre organisations sises au Centre international de Vienne. La part du Secrétariat est de 22,7 % pour 2021 et est inchangée par rapport à 2020. Ces services relèvent du sous-programme 1.
- 34.73 On trouvera dans les tableaux 34.11 à 34.13 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte. Le budget global proposé pour les activités financées conjointement est indiqué dans les tableaux 34.14 et 34.15.

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : AL = agent(e) local(e) ; ASS = agent(e) des services de sécurité ; G (1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

Tableau 34.11
Ressources financières (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Postes	78 868,3	83 049,2	334,0	—	(22,7)	311,3	0,4	83 360,5	1 990,8	85 351,3
Autres dépenses de personnel	9 958,4	5 523,6	—	—	—	—	—	5 523,6	120,7	5 644,3
Consultants	80,9	67,2	—	—	—	—	—	67,2	1,3	68,5
Voyages du personnel	2 006,0	633,9	—	—	—	—	—	633,9	12,0	645,9
Services contractuels	802,9	1 243,8	—	—	22,7	22,7	1,8	1 266,5	32,0	1 298,5
Frais généraux de fonctionnement	2 235,1	1 776,8	—	—	—	—	—	1 776,8	45,7	1 822,5
Fournitures et accessoires	678,3	977,5	—	—	—	—	—	977,5	25,9	1 003,4
Mobilier et matériel	485,7	762,2	—	—	—	—	—	762,2	18,4	780,6
Aménagement des locaux	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bourses, subventions et contributions	29 777,1	30 147,5	(330,1)	—	—	(330,1)	(1,1)	29 817,4	730,2	30 547,6
Total	124 901,9	124 181,7	3,9	—	—	3,9	—	124 185,6	2 977,0	127 162,6

Tableau 34.12
Changements relatifs aux postes (budget ordinaire)^a

	Nombre	Classe
Effectif approuvé pour 2020	1 039	1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 4 D-1, 6 P-5, 16 P-4, 15 P-3, 6 P-2/1, 8 G(1°C), 162 G(AC), 307 SS, 512 AL
Suppressions	(5)	5 AL relevant du sous-programme 1
Reclassements	—	Reclassement de 3 postes de P-4 à P-5 au titre du sous-programme 1 et de 1 poste de P-4 à P-5 au titre du sous-programme 3
Créations	2	1 P-5 et 1 P-3 au titre du sous-programme 3
Effectif proposé pour 2021	1 036	1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 4 D-1, 11 P-5, 12 P-4, 16 P-3, 6 P-2/1, 8 G(1°C), 162 G(AC), 307 SS, 507 AL

^a On trouvera à l'annexe III des informations sur les changements relatifs aux postes.

Tableau 34.13
Postes (budget ordinaire)

Catégorie	Changements					Effectif proposé pour 2021
	Effectif approuvé pour 2020	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—	—	1

Catégorie	Effectif approuvé pour 2020	Changements				Effectif proposé pour 2021
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
SSG	1	—	—	—	—	1
D-2	1	—	—	—	—	1
D-1	4	—	—	—	—	4
P-5	6	—	—	5	5	11
P-4	16	—	—	(4)	(4)	12
P-3	15	—	—	1	1	16
P-2/1	6	—	—	—	—	6
Total partiel	50	—	—	2	2	52
Agents des services généraux						
1 ^{re} classe	8	—	—	—	—	8
Autres classes	162	—	—	—	—	162
Services de sécurité	307	—	—	—	—	307
Total partiel	477	—	—	—	—	477
Autres catégories de personnel						
Agents locaux	512	—	—	(5)	(5)	507
Total partiel	512	—	—	(5)	(5)	507
Total	1 039	—	—	(3)	(3)	1 036

Tableau 34.14
Ressources financières (activités financées en commun)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Postes	105 043,4	106 748,5	—	—	—	—	—	106 748,5	1 415,6	108 164,1
Autres dépenses de personnel	4 469,2	5 260,9	—	—	—	—	—	5 260,9	98,3	5 359,2
Consultants	96,8	61,7	—	—	—	—	—	61,7	1,1	62,8
Voyages des représentants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voyages du personnel	5 413,7	5 487,3	—	—	—	—	—	5 487,3	104,2	5 591,5
Services contractuels	10 705,1	3 241,6	—	—	3,0	3,0	0,1	3 244,6	60,9	3 305,5
Frais généraux de fonctionnement	11 291,5	8 963,2	—	—	89,5	89,5	1,0	9 052,7	170,5	9 223,2
Dépenses de représentation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fournitures et accessoires	974,5	3 180,9	—	—	(50,8)	(50,8)	(1,6)	3 130,1	59,0	3 189,1
Mobilier et matériel	2 810,2	1 166,3	—	—	(41,7)	(41,7)	(3,6)	1 124,6	21,1	1 145,7
Aménagement des locaux	26,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Titre XII Sûreté et sécurité

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Bourses, subventions et contributions	2 392,1	5 547,7	—	—	—	—	—	5 547,7	105,1	5 652,8
Autres dépenses	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	143 223,2	139 658,1	—	—	—	—	—	139 658,1	2 035,8	141 693,9

Tableau 34.15
Postes (activités financées en commun)

Catégorie	Changements				Total	Effectif proposé pour 2021
	Effectif approuvé pour 2020	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
D-2	1	—	—	—	—	1
D-1	9	—	—	—	—	9
P-5	28	—	—	—	—	28
P-4	197	—	—	—	—	197
P-3	115	—	—	—	—	115
P-2/1	14	—	—	—	—	14
Total partiel	364	—	—	—	—	364
Agents des services généraux						
1 ^{re} classe	4	—	—	—	—	4
Autres classes	26	—	—	—	—	26
Services de sécurité	153	—	—	—	—	153
Total partiel	183	—	—	—	—	183
Autres catégories de personnel						
Agents locaux	410	—	—	—	—	410
Total partiel	410	—	—	—	—	410
Total	957	—	—	—	—	957

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

- 34.74 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans les tableaux 34.16 à 34.18 et dans la figure 34.IV.
- 34.75 Comme le montrent les tableaux 34.16 1) et 34.17 1), les ressources proposées pour 2021 s'élèvent globalement à 124 185 600 dollars avant actualisation des coûts et font apparaître une augmentation nette de 3 900 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. La variation découle d'ajustements techniques. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 34.16

Évolution des ressources financières, par composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
A. Direction exécutive et administration	2 921,1	2 934,4	—	—	—	—	—	2 934,4	82,8	3 017,2
B. Programme de travail										
1. Services de sûreté et de sécurité	92 820,6	91 132,8	3,9	0,0	(242,5)	(238,6)	(0,3)	90 894,2	2 083,9	92 978,1
2. Opérations régionales sur le terrain	24 803,7	24 472,9	—	—	—	—	—	24 472,9	647,1	25 120,0
3. Appui opérationnel spécialisé	1 594,6	2 671,7	—	—	242,5	242,5	9,1	2 914,2	87,8	3 002,0
Total partiel (B)	119 218,9	118 277,4	3,9		—	3,9	—	118 281,3	2 818,8	121 100,1
C. Appui au programme	2 761,9	2 969,9	—	—	—	—	—	2 969,9	75,4	3 045,3
Total partiel (1)	124 901,9	124 181,7	3,9	—	—	3,9	—	124 185,6	2 977,0	127 162,6

2) *Ressources extrabudgétaires*

	2019 (dépenses effectives)	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
A. Programme de travail			
1. Services de sûreté et de sécurité	13 062,0	12 447,3	12 080,1
B. Appui au programme	33,2	—	—
Total partiel (2)	13 095,2	12 447,3	12 080,1

3) *Quotes-parts hors budget ordinaire*

	2019 (dépenses effectives)	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
A. Programme de travail			
2. Opérations régionales sur le terrain	3 221,9	3 252,1	3 567,7
Total partiel (3)	3 221,9	3 252,1	3 567,7
Total	141 219,0	139 881,1	142 810,4

Tableau 34.17

Évolution des postes, par composante et sous-programme

1) Budget ordinaire

	Effectif approuvé pour 2020	Changements				Total	Effectif proposé pour 2021
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
A. Direction exécutive et administration	16	—	—	—	—	—	16
B. Programme de travail	—	—	—	—	—	—	—
1. Services de sûreté et de sécurité	1 001	—	—	(5)	(5)	(5)	996
2. Opérations régionales sur le terrain	—	—	—	—	—	—	—
3. Appui opérationnel spécialisé	7	—	—	2	2	2	9
Total partiel (B)	1 008	—	—	(3)	(3)	(3)	1 005
C. Appui au programme	15	—	—	—	—	—	15
Total partiel (1)	1 039	—	—	(3)	(3)	(3)	1 036

2) Ressources extrabudgétaires

	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
B. Programme de travail		
1. Services de sûreté et de sécurité	57	54
Total partiel (2)	57	54

3) Quotes-parts hors budget ordinaire

	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
B. Programme de travail		
2. Opérations régionales sur le terrain	16	16
Total partiel (3)	16	16
Total	1 112	1 106

Tableau 34.18

Évolution des ressources financières et des postes, par catégorie

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

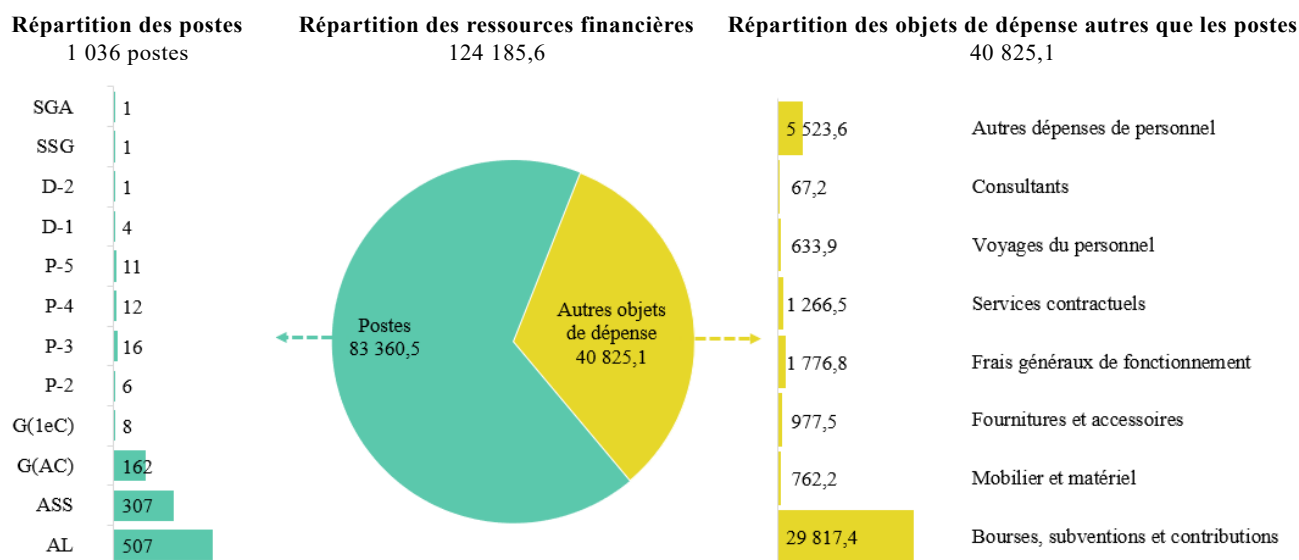
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	78 868,3	83 049,2	334,0	—	(22,7)	311,3	0,4	83 360,5

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Autres objets de dépense	46 033,6	41 132,5	(330,1)	–	22,7	(307,4)	(0,7)	40 825,1
Total	124 901,9	124 181,7	3,9	–	–	3,9	–	124 185,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		50	–	–	2	2	–	52
Agents des services généraux et des catégories apparentées		989	–	–	(5)	(5)	–	984
Total		1 039	–	–	(3)	(3)	–	1 036

Figure 34.IV

Répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

**Analyse des variations par composante et sous-programme****Récapitulatif des changements relatifs aux ressources****Ajustements techniques**

- 34.76 Comme le montrent les tableaux 34.16 1) et 34.17 1), les changements font apparaître une augmentation nette de 3 900 dollars au titre du sous-programme 1 (Services de sécurité et de sûreté), qui s'explique comme suit : a) une augmentation de 334 000 dollars au titre des postes, liée à la budgétisation en année pleine de 10 postes d'agent(e) de sécurité [agent(e) local(e)] approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/262 ; b) une diminution de 330 100 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, tenant au non-renouvellement de dépenses liées à la rénovation de l'Africa Hall à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et au remplacement

des bâtiments A à J à l'Office des Nations Unies à Nairobi, qui ont été approuvées par l'Assemblée dans sa résolution 74/263.

Autres changements

34.77 Comme l'indiquent les tableaux 34.16 1) et 34.17 1), des changements sans incidence sur les coûts interviennent à l'intérieur du même chapitre entre le sous-programme 1 et le sous-programme 3, comme suit :

- a) **sous-programme 1 (Services de sûreté et de sécurité).** La diminution nette de 242 500 dollars se décompose comme suit :
 - i) une diminution nette de 265 200 dollars au titre des postes, due à la suppression de cinq postes d'agent(e) de sécurité [agent(e) local(e)] à laquelle il est proposé de procéder au Service de la sécurité et de la sûreté de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), à la suite d'une analyse opérationnelle des effectifs du Service, qui est partiellement contrebalancée par une augmentation tenant au reclassement de P-4 à P-5 de trois postes de chef du Service de la sécurité et de la sûreté à la CESAO, à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et à la CEA auquel il est proposé de procéder au vu des responsabilités à assumer dans ces lieux d'affectation, comme expliqué plus en détail à l'annexe III du présent rapport ;
 - ii) une augmentation de 22 700 dollars (objets de dépense autres que les postes) au titre de la contribution aux services informatiques fournis de manière centralisée par le Bureau de l'informatique et des communications ;
- b) **sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé).** L'augmentation de 242 500 dollars au titre des postes s'explique par la création de deux postes [1 poste de chef de la Section de la sécurité physique (P-5) et 1 poste de spécialiste de la conformité, de l'évaluation et du suivi (P-3)] et par le reclassement de P-4 à P-5 du poste de chef de la Section de la conformité, de l'évaluation et du suivi, auxquels il est proposé de procéder, comme expliqué à l'annexe III du présent rapport.

Ressources extrabudgétaires et quotes-parts hors budget ordinaire

34.78 Comme le montrent les tableaux 34.16 2) et 34.17 2), le Département reçoit des ressources extrabudgétaires, qui complètent les ressources du budget ordinaire et soutiennent l'exécution de ses mandats. En 2021, il devrait bénéficier de ressources en espèces d'un montant estimé à 12 080 100 dollars, dont 54 postes, à l'appui des activités extrabudgétaires inscrites au programme de travail. Ces ressources représentent 8,5 % des ressources totales du programme.

34.79 Comme le montrent les tableaux 34.16 3) et 34.17 3), le Département devrait également recevoir des quotes-parts hors budget ordinaire estimées à 3 567 700 dollars, dont 16 postes, qui serviraient à financer des activités inscrites au budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix en 2021. Ces ressources représentent 2,5 % des ressources totales du programme.

Direction exécutive et administration

34.80 Le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité assure la direction d'ensemble, la supervision et la gestion des activités du Département telles qu'elles découlent des mandats qui ont été confiés à celui-ci et du programme de travail approuvé. Il préside le système de gestion de la sécurité des Nations Unies et est secondé par la Sous-Secrétaire générale pour ce qui concerne le fonctionnement interne et l'administration courante du Département.

34.81 Le Service de la planification stratégique et des politiques aide le Secrétaire général adjoint à gérer le Département ; à cette fin, il élabore et promulgue les normes et les principes directeurs communs qui s'appliquent à toutes les composantes du système de gestion de la sécurité et fournit des conseils à ce sujet, il rédige et tient à jour le manuel des politiques de sécurité du système de gestion de la

sécurité des Nations Unies (United Nations Security Management System Security Policy Manual) et le manuel des opérations de gestion de la sécurité du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (United Nations Security Management Operations Manual), établit des rapports à l'intention des organes délibérants et assure le secrétariat du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité. Il détermine également la marche à suivre en se fondant sur les enseignements tirés de l'expérience et sur les pratiques exemplaires.

- 34.82 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier par la cible 12.6 des objectifs de développement durable, dans laquelle les organismes sont encouragés à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, le Département incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. En 2021, il continuera d'exploiter le système de gestion des risques de sécurité (e-SRM), qui lui permet d'examiner et de valider les plans et documents de sécurité par voie électronique, et de recourir aux nouvelles technologies pour réduire au minimum la quantité de papier utilisée pour les documents de sécurité au niveau mondial.
- 34.83 On trouvera dans le tableau 34.19 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion.
- 34.84 Le Département continuera de faire tout son possible pour programmer les voyages aussi tôt que possible et désigner dans les meilleurs délais les personnes appelées à voyager. En cas de déploiement rapide motivé par des raisons de sécurité et de déplacements liés à la protection rapprochée, il coopérera plus étroitement avec les services chargés des voyages et l'agence de voyages de sorte que les billets soient réservés dès que l'itinéraire préliminaire est connu, afin d'obtenir les prix les plus bas.

Tableau 34.19
Respect des délais
(En pourcentage)

	2019 (taux prévu)	2019 (taux effectif)	2020 (taux prévu)	2021 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	100	100	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	100	47,9	100	100

- 34.85 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 934 400 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 34.20 et la figure 34.V.

Tableau 34.20
Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

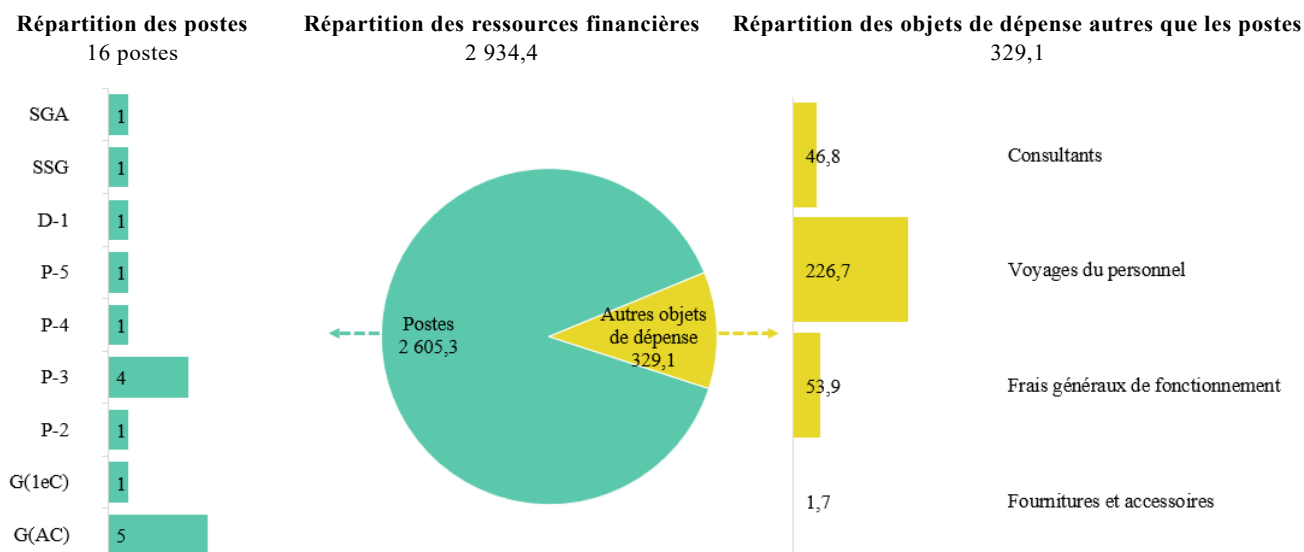
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	2 669,7	2 605,3	—	—	—	—	—	2 605,3	
Autres objets de dépense	251,4	329,1	—	—	—	—	—	329,1	
Total	2 921,1	2 934,4	—	—	—	—	—	2 934,4	

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		10	—	—	—	—	—	10
Agents des services généraux et des catégories apparentées		6	—	—	—	—	—	6
Total		16	—	—	—	—	—	16

Figure 34.V

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



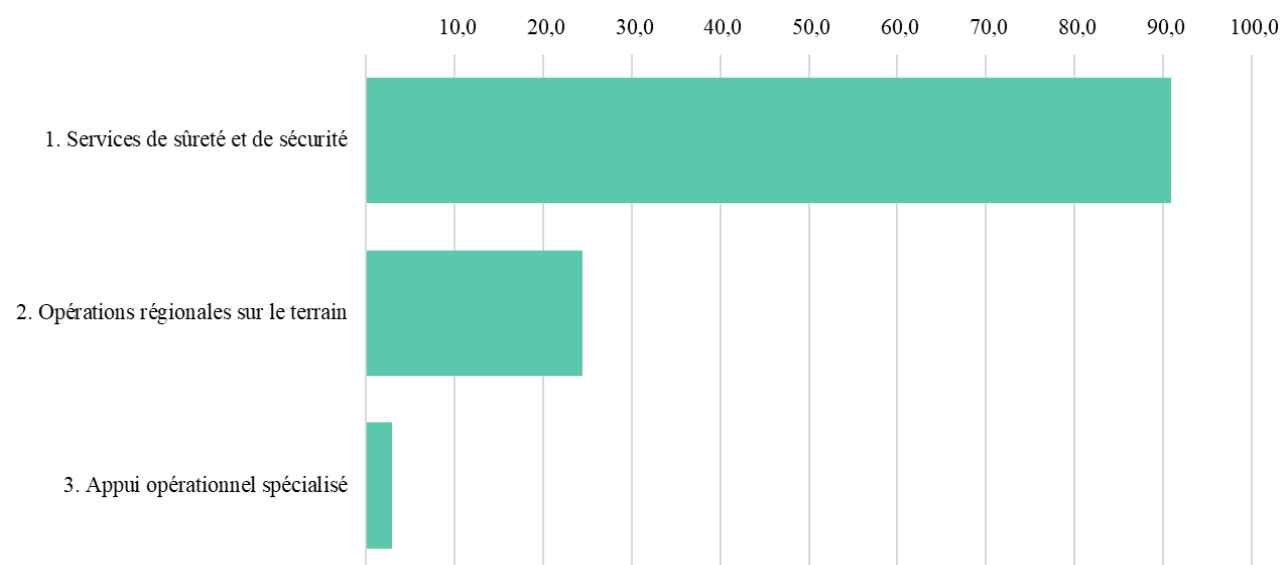
Programme de travail

- 34.86 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 118 281 300 dollars et font apparaître une augmentation nette de 3 900 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera aux paragraphes 34.76 et 34.77 des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans la figure 34.VI.

Figure 34.VI

Répartition des ressources proposées pour 2021, par sous-programme (budget ordinaire)

(En millions de dollars des États-Unis)

**Ressources nécessaires (activités financées en commun)**

34.87 Les ressources devant servir aux activités financées en commun s'élèvent à 139 658 100 dollars pour 2021 et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 34.21 et la figure 34.VII.

Tableau 34.21

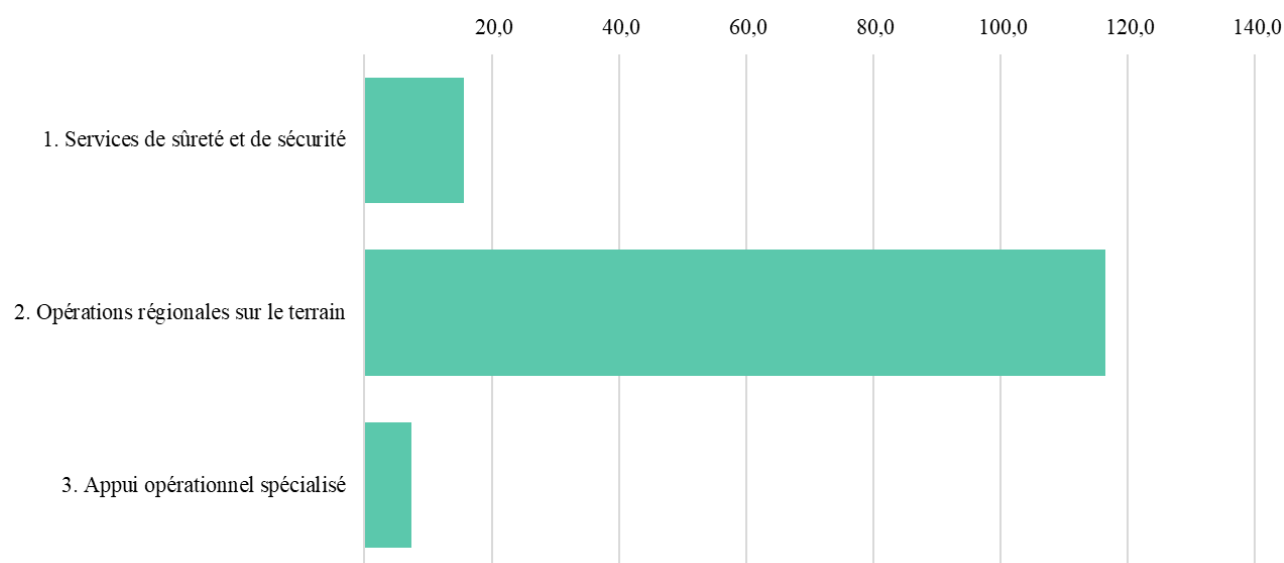
Évolution des ressources financières et des postes, par catégorie (activités financées en commun)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits approuvés)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par sous-programme								
1. Services de sûreté et de sécurité	16 301,8	15 639,3	—	—	—	—	—	15 639,3
2. Opérations régionales sur le terrain	118 786,1	116 604,3	—	—	—	—	—	116 604,3
3. Appui opérationnel spécialisé	8 135,1	7 414,5	—	—	—	—	—	7 414,5
Total	143 223,0	139 658,1	—	—	—	—	—	139 658,1
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	105 043,3	106 748,5	—	—	—	—	—	106 748,5
Autres objets de dépense	38 179,7	32 909,6	—	—	—	—	—	32 909,6
Total	143 223,0	139 658,1	—	—	—	—	—	139 658,1

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits approuvés)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
Postes, par sous-programme							
1. Services de sûreté et de sécurité		159	—	—	—	—	159
2. Opérations régionales sur le terrain		764	—	—	—	—	764
3. Appui opérationnel spécialisé		34	—	—	—	—	34
Total		957	—	—	—	—	957

Figure 34.VII
Répartition des ressources proposées pour 2021, par sous-programme (activités financées en commun)
 (En millions de dollars des États-Unis)



Sous-programme 1 Services de sûreté et de sécurité

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

34.88 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 90 894 200 dollars et font apparaître une diminution nette de 238 600 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera aux paragraphes 34.76 et 34.77 des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 34.22 et la figure 34.VIII.

Tableau 34.22

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

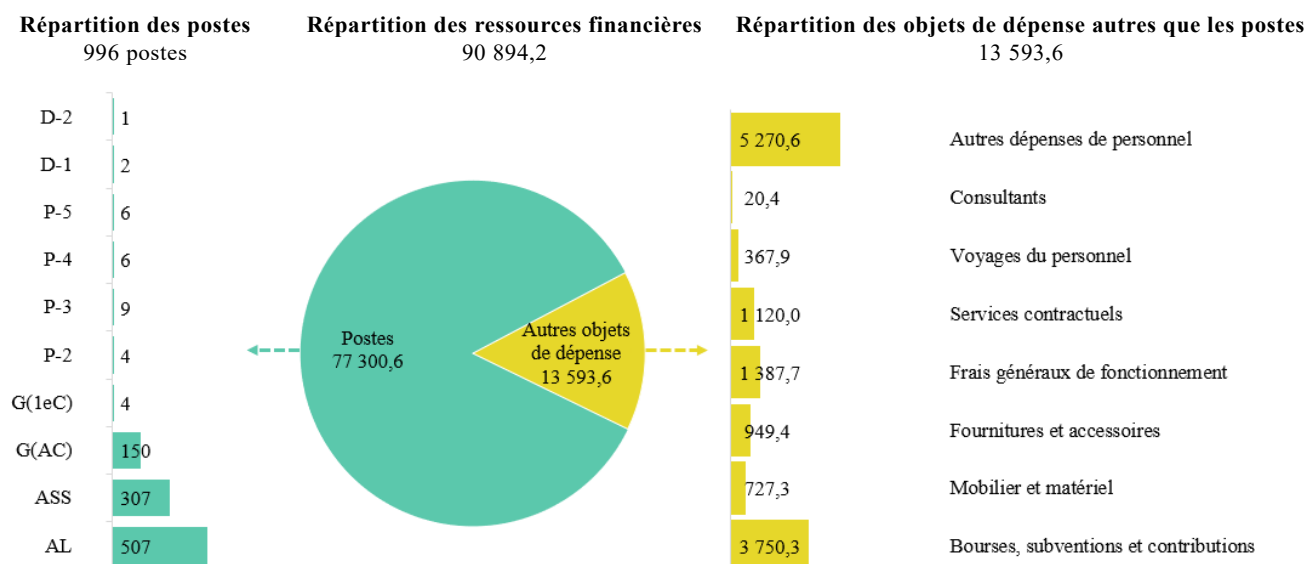
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	74 168,8	77 231,8	334,0	–	(265,2)	68,8	0,1	77 300,6
Autres objets de dépense	18 651,8	13 901,5	(330,1)	–	22,7	(307,4)	(2,2)	13 593,6
Total	92 820,6	91 132,8	3,9	–	(242,5)	(238,6)	(0,3)	90 894,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		28	–	–	–	–	–	28
Agents des services généraux et des catégories apparentées		973	–	–	(5)	(5)	(0,51)	968
Total		1 001	–	–	(5)	(5)	(0,50)	996

Note : Y compris la part des dépenses à la charge du Secrétariat pour ce qui est du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne dont les activités sont financées en commun ; le montant de cette part est estimé à 3 548 300 dollars pour 2020 et 2021.

Figure 34.VIII

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

**Ressources nécessaires (activités financées en commun)**

34.89 Les ressources devant servir aux activités financées en commun s'élèvent à 15 639 300 dollars pour 2021 et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera

des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 34.23 et la figure 34.IX.

Tableau 34.23

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes (activités financées en commun)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

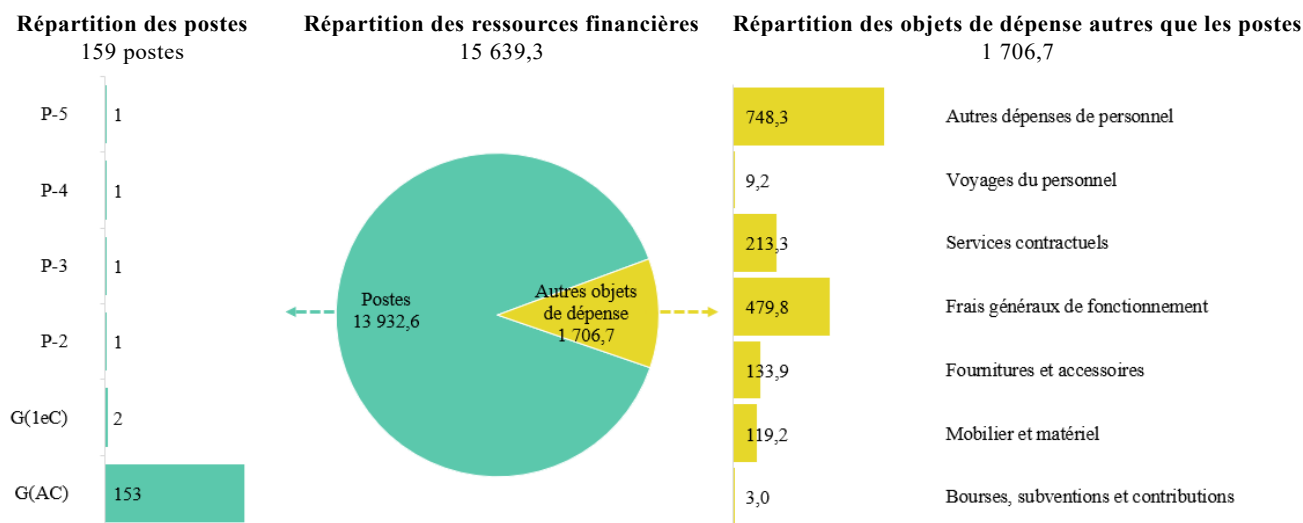
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	14 155,7	13 932,6	—	—	—	—	—	13 932,6
Autres objets de dépense	2 146,1	1 706,7	—	—	—	—	—	1 706,7
Total	16 301,8	15 639,3	—	—	—	—	—	15 639,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	—	—	—	—	—	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		155	—	—	—	—	—	155
Total		159	—	—	—	—	—	159

Note : La part des dépenses à la charge du Secrétariat pour ce qui est du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne dont les activités sont financées en commun s'élève à 3 548 300 dollars pour 2020 et 2021.

Figure 34.IX

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Sous-programme 2

Opérations régionales sur le terrain

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

- 34.90 Comme l'indique le tableau 34.24, les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 24 472 900 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020.

Tableau 34.24

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Objets de dépense autres que les postes								
Bourses, subventions et contributions	24 803,7	24 472,9	—	—	—	—	—	24 472,9
Total	24 803,7	24 472,9	—	—	—	—	—	24 472,9

Note : Les ressources comprennent la part à la charge du Secrétariat pour ce qui est des dépenses financées en commun relatives aux opérations régionales sur le terrain, d'un montant de 23 900 900 dollars pour 2020 et 2021, et la part à la charge de l'ONU au titre de l'assurance contre les actes de malveillance, d'un montant de 572 000 dollars en 2020 et en 2021.

Ressources nécessaires (activités financées en commun)

- 34.91 Les ressources devant servir aux activités financées en commun pour 2021 s'élèvent à 116 604 300 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources dans le tableau 34.25 et la figure 34.X.

Tableau 34.25

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes (activités financées en commun)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	85 682,4	87 725,2	—	—	—	—	—	87 725,2
Autres objets de dépense	33 103,7	28 879,1	—	—	—	—	—	28 879,1
Total	118 786,1	116 604,3	—	—	—	—	—	116 604,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		335	—	—	—	—	—	335

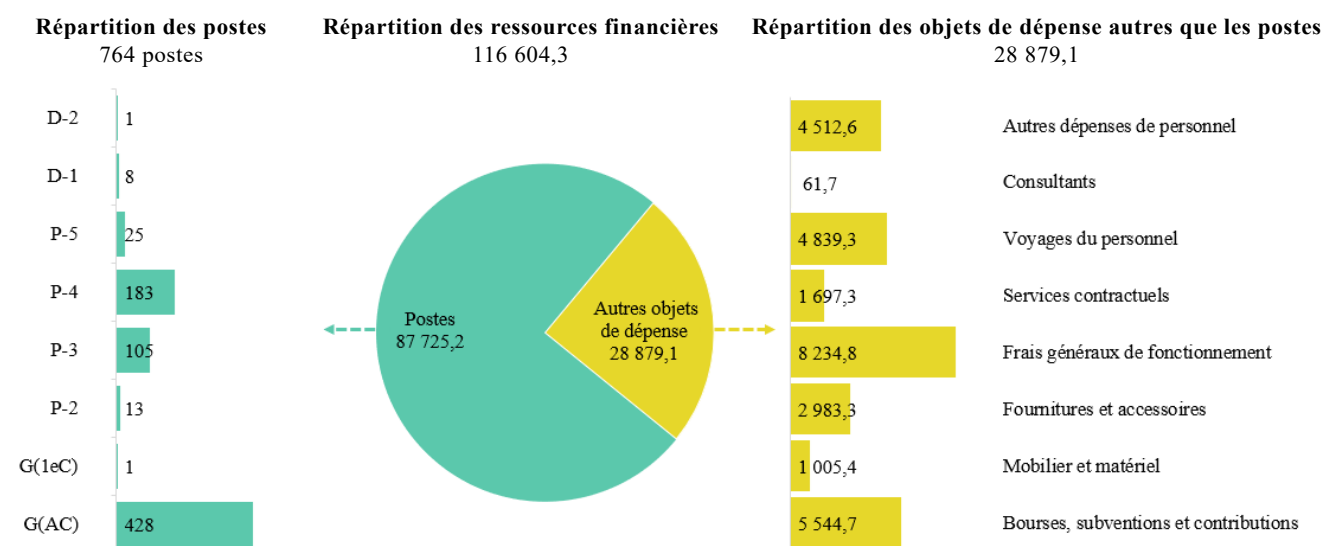
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Agents des services généraux et des catégories apparentées		429	—	—	—	—	—	429
Total		764	—	—	—	—	—	764

Note : La catégorie Autres objets de dépense comprend un montant de 4 028 400 dollars au titre de l'assurance contre les actes de malveillance pour 2020 et pour 2021. La part à la charge du Secrétariat pour ce qui est des dépenses relatives aux activités financées en commun et des dépenses afférentes à l'assurance contre les actes de malveillance s'élève à 24 472 900 dollars pour 2020 et 2021.

Figure 34.X

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Sous-programme 3 Appui opérationnel spécialisé

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

- 34.92 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 914 200 dollars et font apparaître une augmentation nette de 242 500 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 34.77 des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 34.26 et la figure 34.XI.

Tableau 34.26

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes (budget ordinaire)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

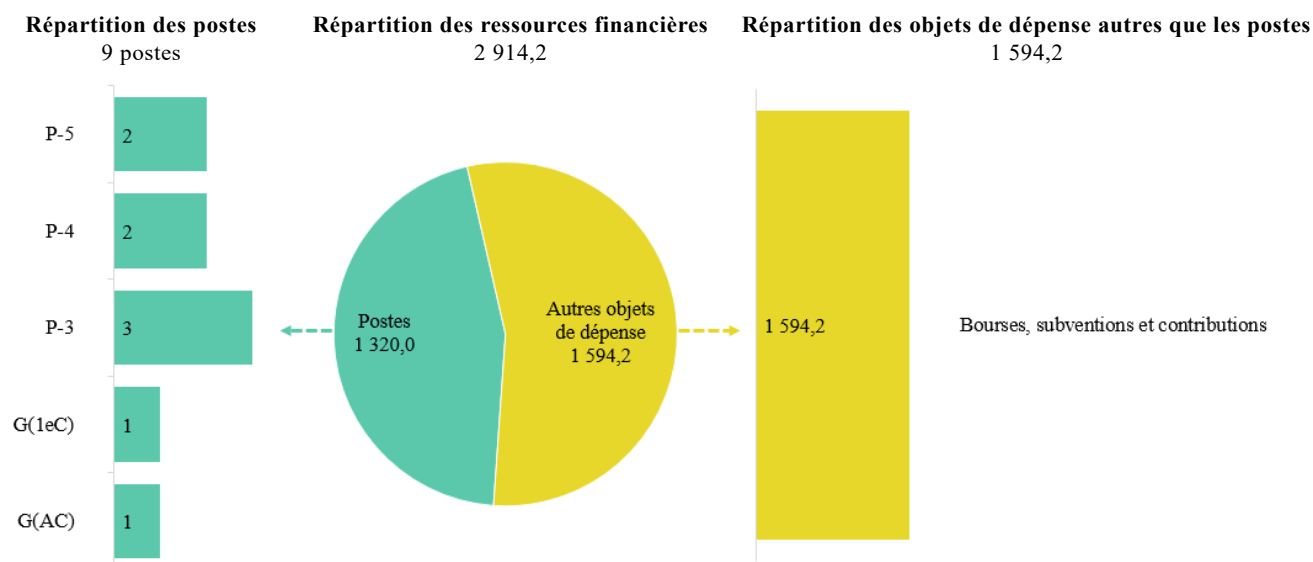
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	—	1 077,5	—	—	242,5	242,5	22,5	1 320,0
Autres objets de dépense	1 594,6	1 594,2	—	—	—	—	—	1 594,2
Total	1 594,6	2 671,7	—	—	242,5	242,5	9,1	2 914,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		5	—	—	2	2	—	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		2	—	—	—	—	—	2
Total		7	—	—	2	2	—	9

Note : Y compris la part des dépenses relatives aux activités financées en commun qui est à la charge du Secrétariat conformément aux accords de partage des dépenses, d'un montant estimé à 1 594 200 dollars pour 2020 et 2021.

Figure 34.XI

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

**Ressources nécessaires (activités financées en commun)**

- 34.93 Les ressources devant servir aux activités financées en commun s'élèvent à 7 414 500 dollars pour 2021 et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 34.27 et la figure 34.XII.

Tableau 34.27

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes (activités financées en commun)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

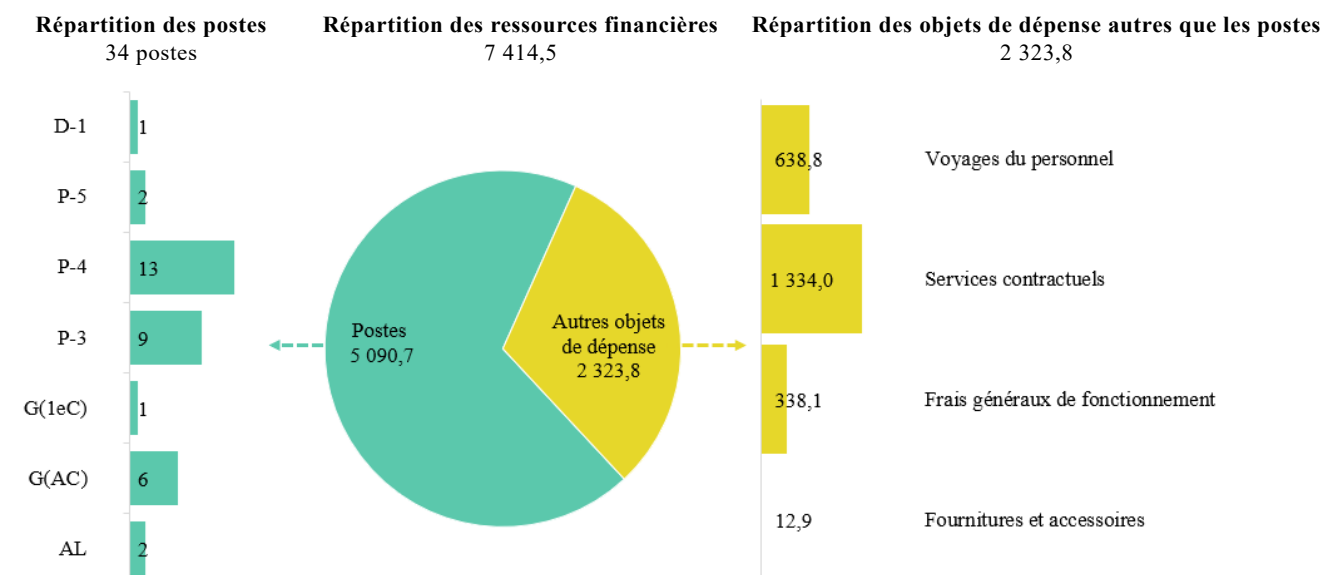
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	5 205,2	5 090,7	—	—	—	—	—	5 090,7
Autres objets de dépense	2 929,9	2 323,8	—	—	—	—	—	2 323,8
Total	8 135,1	7 414,5	—	—	—	—	—	7 414,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		25	—	—	—	—	—	25
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	—	—	—	—	—	9
Total		34	—	—	—	—	—	34

Note : La part des dépenses à la charge du Secrétariat pour les activités financées en commun s'élève à 1 594 200 dollars pour 2020 et 2021.

Figure 34.XII

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

**Appui au programme**

- 34.94 Le Service administratif du Département fournit des services centralisés d'appui administratif en matière de gestion des ressources humaines, de gestion financière et d'administration générale.

34.95 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 969 900 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 34.28 et la figure 34.XIII.

Tableau 34.28

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

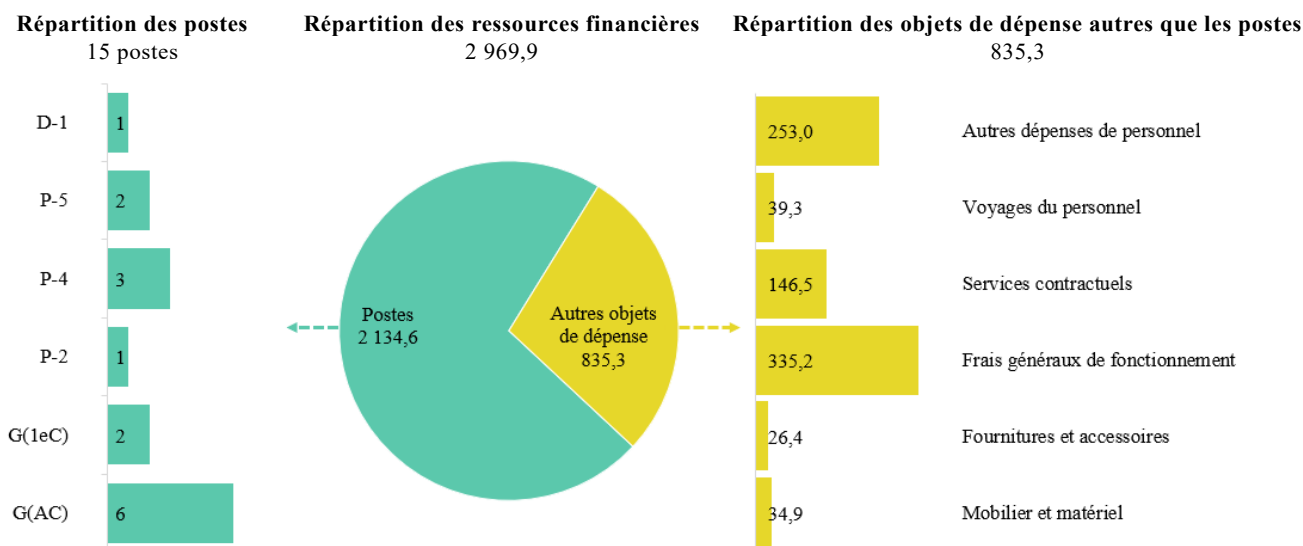
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 029,7	2 134,6	—	—	—	—	—	2 134,6
Autres objets de dépense	732,2	835,3	—	—	—	—	—	835,3
Total	2 761,9	2 969,9	—	—	—	—	—	2 969,9
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		7	—	—	—	—	—	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	—	—	—	—	—	8
Total		15	—	—	—	—	—	15

Figure 34.XIII

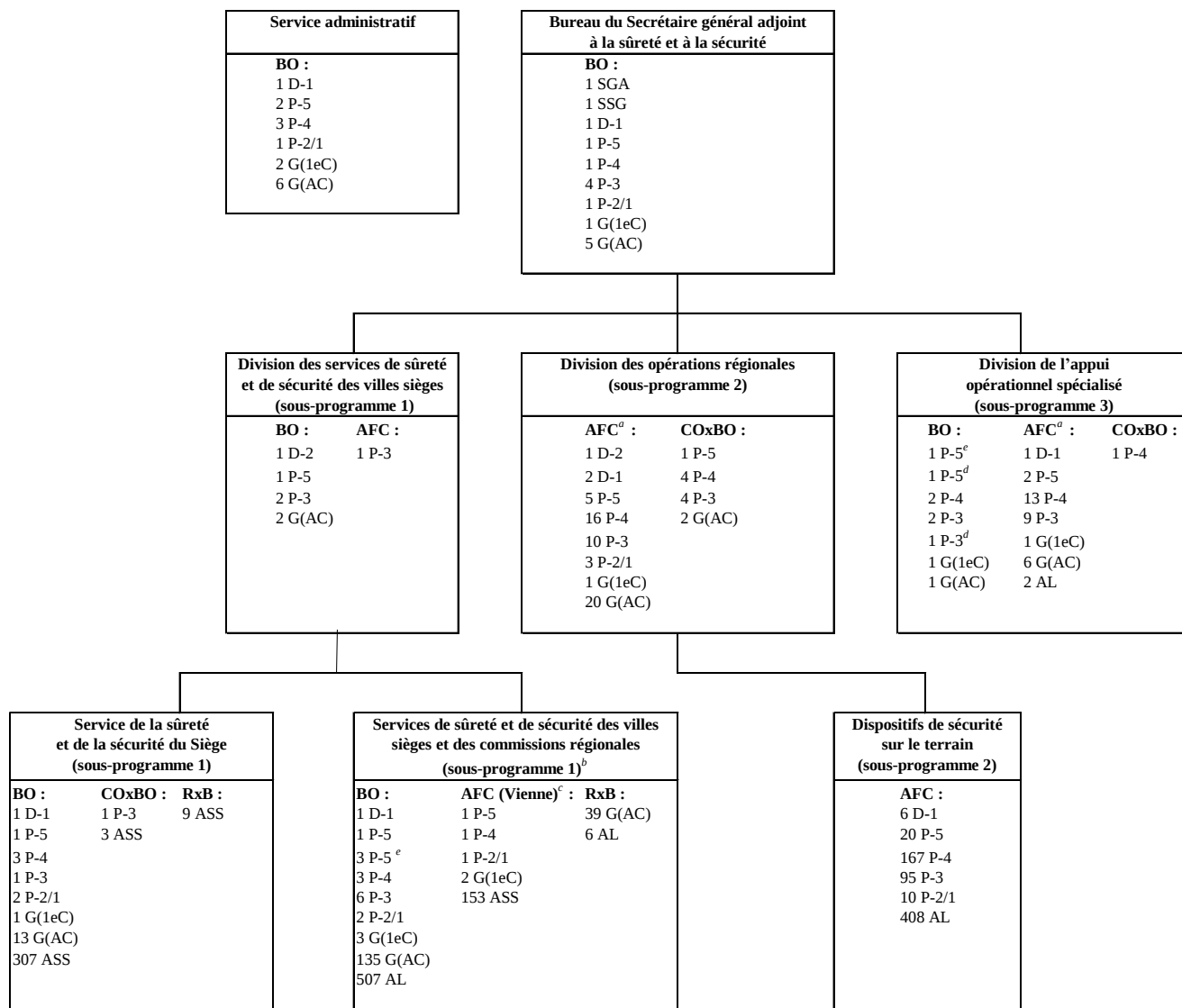
Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2021



Abréviations : AFC = activités financées en commun ; AL = agent(e) local(e) ; ASS = agent(e) des services de sécurité ;

BO = budget ordinaire ; COxBO = quotes-parts hors budget ordinaire ; G(1^{re} classe) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

^a Postes financés en commun par tous les organismes participant au système de gestion de la sécurité sur le terrain.

^b Services de sécurité et de sûreté dans les villes sièges et les commissions régionales.

^c Postes financés en commun par toutes les organisations sises au Centre international de Vienne et dépendant du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne.

^d Création.

^e Reclassement.

Annexe II

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/74/7](#))

Le Comité consultatif prend acte de l'amélioration du taux de conformité aux directives relatives aux délais de réservation des billets d'avion en 2019 et encourage le Département de la sûreté et de la sécurité à poursuivre ses efforts (par. XII.26).

Le Département continuera de faire tout son possible pour programmer les voyages aussi tôt que possible et désigner dans les meilleurs délais les personnes appelées à voyager. En cas de déploiement rapide motivé par des raisons de sécurité et de déplacements liés à la protection rapprochée, il coopérera plus étroitement avec les services chargés des voyages et l'agence de voyages de sorte que les billets soient réservés dès que l'itinéraire préliminaire est connu, afin d'obtenir les prix les plus bas.

Annexe III

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires

	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Budget ordinaire				
Sous-programme 1 (Services de sûreté et de sécurité)	(3) 3	P-4 P-5	Reclassement de P-4 à P-5 de 3 postes de chef du Service de la sécurité et de la sûreté à la CESAO, à la CESAP et à la CEA	Le Département de la sûreté et de la sécurité note que la responsabilité première de la sécurité et de la protection de la communauté diplomatique incombe aux autorités du pays hôte, mais qu'il est chargé au premier chef de la sécurité dans les locaux de l'ONU. Il continue de renforcer la coopération et la coordination avec les forces de l'ordre nationales et locales, mais considère comme impératif de renforcer sa capacité d'adaptation aux conditions de sécurité. À Bangkok, le complexe des Nations Unies – le siège de la CESAP – accueille environ 1 700 personnes, dont plus de 1 400 fonctionnaires des Nations Unies. Il y a 3 bâtiments principaux, occupant une surface de 31 535 m², qui hébergent 18 organismes et 25 entités du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. D'autres organismes ont des bureaux régionaux ou nationaux ailleurs dans la ville. Au total, il y a 60 bureaux et antennes en Thaïlande, dont 17 bureaux de terrain et bureaux de projet situés en dehors de Bangkok, qui hébergent 2 917 membres du personnel. À Addis-Abeba, les bâtiments de la CEA forment l'un des plus grands complexes des Nations Unies dans le monde, accueillant 23 organismes, fonds et programmes et hébergeant 2 649 personnes (1 649 fonctionnaires et environ 800 vacataires, prestataires de services et visiteurs). Ils abritent l'un des plus grands centres de conférences d'Afrique, le Centre de conférences de l'Organisation des Nations Unies, qui est utilisé pour les conférences organisées par les États Membres, les organismes des Nations Unies, la société civile, les milieux d'affaires et les milieux universitaires. En 2019, 144 978 représentants, dignitaires et participants ont assisté à des manifestations organisées dans le Centre de conférences. À Beyrouth, la Maison des Nations Unies accueille quelque 500 personnes travaillant pour 6 organismes, fonds et programmes, ce qui en fait le plus grand bureau extérieur des Nations Unies dans la région du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale. Ses installations de conférences sont les plus importantes de toutes celles dont disposent les entités des Nations Unies à Beyrouth et elles accueillent régulièrement des manifestations organisées par les États Membres, les organismes des Nations Unies, la société civile, les milieux d'affaires et les milieux universitaires. Y sont

	Postes	Classe	Description	Justification
				notamment organisées des réunions politiques de haut niveau sur des thèmes épineux (règlement des conflits, arbitrage et partenariats régionaux), qui justifient le renforcement des mesures d'atténuation des risques.
	(5)	AL	Suppression de 5 postes d'agent(e) de sécurité au Service de la sécurité et de la sûreté de la CESAO	Ces suppressions font suite à l'analyse opérationnelle des effectifs des services de la sécurité et de la sûreté.
Sous-programme 3 (Appui opérationnel spécialisé)	1	P-5	Création de 1 poste de chef de la Section de la sécurité physique	Le Département est chargé de la normalisation, de la réalisation d'évaluations de la sécurité physique et de la vulnérabilité aux explosions, et de la mise en œuvre de mesures de gestion des risques de sécurité physique dans les locaux de l'ONU, où qu'ils se trouvent, et dans la zone de responsabilité des organismes du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Il est proposé de créer un poste de chef de la Section de la sécurité physique (P-5), ce qui faciliterait l'adoption de solides mesures d'atténuation rendues indispensables par des conditions de sécurité devenues très difficiles, les besoins ne cessant d'augmenter et de gagner en complexité. Le (la) titulaire du poste proposé assurerait la supervision des activités, formulerait des orientations et élaborerait des concepts, des plans et des spécifications liés à la sécurité physique et à la formation spécialisée. Il (elle) serait chargé(e) de procéder à des évaluations, de formuler des conseils techniques et de superviser l'application des mesures de sécurité physique, selon les besoins ; de coordonner la gestion des connaissances et la diffusion des informations relatives à la sécurité physique ; d'élaborer des normes de sécurité physique, des pratiques de référence et des méthodes d'évaluation ; de planifier les mesures de sécurité physique dans l'ensemble des organismes du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et de formuler des conseils techniques dans ce domaine. L'élaboration de spécifications concernant les éléments de sécurité physique exige de procéder à des recherches approfondies sur les produits de sécurité physique utilisés dans le monde et d'avoir une connaissance approfondie des conditions de sécurité sur le terrain.
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste de la conformité, de l'évaluation et du suivi	Le suivi stratégique de la mise en conformité avec les politiques de sécurité, les recommandations issues des évaluations, les mesures découlant des enseignements tirés et les meilleures pratiques font partie intégrante d'un dispositif de gouvernance renforcé. Guidé par le cadre d'évaluation et se concentrant sur l'évaluation qualitative, le Département procède à des évaluations de son programme, de ses politiques et de ses stratégies afin de mieux faire appliquer le principe de responsabilité et de tirer les enseignements de l'expérience, ce qui l'aidera à renforcer les dispositifs de sûreté et de sécurité au niveau

	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
				mondial. Donnant suite aux rapports du Corps commun d'inspection (JIU/REP/2016/9) et du Comité des commissaires aux comptes [A/73/5 (Vol. 1)], il a promulgué à la fin de 2018 une politique relative à la conformité, au contrôle, à l'évaluation et aux meilleures pratiques, qui s'applique à l'ensemble du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.
(1)	P-4		Reclassement de 1 poste de chef de la Section de la conformité, de l'évaluation et du suivi	Il est proposé que le poste de chef de la Section de la conformité, de l'évaluation et du suivi soit reclassé de P-4 à P-5 et qu'un poste de spécialiste de la conformité, de l'évaluation et du suivi (P-3) soit créé afin de renforcer et de compléter les capacités existant dans les domaines de l'évaluation, du suivi de la conformité, des enseignements tirés et des meilleures pratiques, à savoir 1 poste P-4 et 1 poste P-3.
1	P-5			
				Les titulaires des postes P-5 et P-3 seraient chargés de la conformité, du suivi et de la coordination des évaluations stratégiques et thématiques et du renforcement de la gestion des connaissances, y compris en ce qu'elle touche aux enseignements tirés et aux meilleures pratiques en matière de sûreté et de sécurité dans le Département et dans l'ensemble du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Ils assureraient la liaison avec les organes de contrôle de l'ONU, coordonneraient les mesures à prendre comme suite aux audits et répondraient aux demandes d'information émanant de ces organes ; ils élaboreraient des indicateurs clés de performance et en assureraient le suivi de façon à étayer la planification stratégique et la prise de décision ; ils centraliseraient les conseils et les informations relatives à la gestion des risques institutionnels et assureraient la coordination à cet égard.

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CESA = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.